Un regard sur la vie sociale à Jette

2022

31 MARS 2022

COMMUNE DE JETTE
Coordination de la Cohésion Sociale

Table des matières

Le regard de l'autre : les enjeux de la cohésion sociale à la Commune de Jette 5

I. LA VISION DE LA COHESION SOCIALE DANS NOTRE COMMUNE 7

1.1. Le décret de la cohésion sociale dans la région de Bruxelles- capitale 7

1.2. La cohésion sociale dans notre Commune 8

1.3. Le développement des axes prioritaires de la cohésion sociale à Jette : 11

II. UN BREF REGARD SUR L'HISTOIRE-DE JETTE 22

III. TRAVAIL DU DIAGNOSTIC LOCAL : APPROCHE METHODOLOGIQUE 28

IV. FAIRE FACE ET S'EN SORTIR : LES DEFIS DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES POPULATIONS FRAGILISEES SUR LE TERRITOIRE JETTOIS 36

4.1. L'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS : 36

4.1.1. Les conditionnements socio-économiques : 37

4.1.2. Le quartier Esseghem : 40

4.1.3. Les acteurs sociaux face à la ségrégation socio spatiale : 42

4.2. L'accompagnement de jeunes et d'adolescents : 48

4.2.1. Conditionnements socio-spatiaux : 51

4.2.2. Le regard institutionnel sur les jeunes : 52

4.3. Adultes en apprentissage de la langue française : 53

4.3.1. Les caractéristiques psychosociales : 53

4.4. Le mieux vivre ensemble ou la recherche du compromis citoyen 57

V. UN REGARD SUR LES QUARTIERS PRIORITAIRES A JETTE : ANALYSE DES DYNAMIQUES SOCIO SPATIALES AUTOUR DE L'ACCOMPAGNEMENT. 64

5.1 Quartier Houba 64

Description du quartier : 64

Données de l'étude de programmation : 65

5.2. Quartier Woeste 69

Description du quartier : 69

5.2.1. Données de l'étude de programmation : 70

Données complémentaires : 70

5.3. Quartier Basilique 77
Description du quartier : 77
Données de l'étude de programmation : 77
Données complémentaires : 78
5.4. Quartier Heysel 81
Description du quartier 82
Données de l'étude de programmation : 82
5.5. Quartier Jette Centre 85
Description du quartier : 85
Données de l'étude de programmation : 85
Données complémentaires : 85
5.6. Quartier Heymbosh 89
Données de l'étude de programmation : 90
Données complémentaires : 90
RECOMMANDATIONS 93
Les infrastructures et les moyens humains : 93
Au niveau des infrastructures : 93
Au niveau des moyens humains : 94
Les Besoins d'améliorer les canaux de communication, de travailler en réseau et en synergie : 94
Le mieux vivre ensemble 95
Institutions accessibles et accès aux droits 96
REMERCIEMENTS 97
BIBLIOGRAPHIE 98

Le regard de l'autre : les enjeux de la cohésion sociale à la Commune de Jette

La résilience est une notion de la psychologie issue des sciences exactes pour définir les processus de récupération et de gestion des situations de stress. En physique, la résilience est la capacite de la matière à retourner à son état d'origine après avoir reçu un impact. La psychologie observe le processus de récupération des individus, dans sa capacité de surmonter ses difficultés personnelles tout en reconstruisant son projet de vie. (Mendanha, 2011) Après un choc, l'individu ne revient pas en arrière, le changement s'installe.

Face au Covid19, notre société a tiré de cette situation d'importants apprentissages. La capacité d'adaptation et la solidarité ont marqué nos esprits pour aller de l'avant. Les intervenants sociaux se sont réinventés pour venir en soutien aux personnes et aux groupes sociaux les plus vulnérables. Derrière cette crise ont émergé de nouveaux problèmes et les soucis existants se sont accentués.

Les associations jettoises en Cohésion Sociale ont continué à développer de nouveaux projets afin de garder du lien avec les citoyens les plus démunis. Elles continuent d'aider les citoyen.ne.s malgré toutes leurs difficultés en termes de manque de moyens humains et d'infrastructures. Celles-ci ont su se réinventer dans l'accompagnement des citoyen.ne.s et ce malgré l'augmentation de la population en demande. Les associations ont travaillé solidairement, avec empathie et une énergie débordante. C'étaient les meilleurs outils pour s'en sortir et faire face à la crise.

Notre diagnostic local, devient ainsi un outil de travail qui nous permettra d'apporter une réflexion approfondie sur les principaux problèmes sociaux et culturels sur le territoire, par rapport à la cohésion sociale et aux priorités inscrites dans le décret de la Cohésion sociale.

La première partie de notre diagnostic est dédiée à une réflexion autour de la cohésion sociale et la manière dont nous la comprenons dans notre Commune. Dans cette orientation, nous analysons le décret de la cohésion sociale et nous observons comment il devient opérationnel sur notre territoire à travers l'action sociale. Dans cette partie du diagnostic on présente le travail de nos associations en cohésion sociale et leur ressenti face aux défis qu'elles ont dû relever

Dans le chapitre II, un bref regard sur l'histoire de Jette, nous présentons une description des processus socio spatiaux qui ont servi à la configuration de notre Commune dans l'actualité, pour observer les enjeux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Dans le chapitre III, nous présentons la méthodologie qualitative développée, avec toutes les contraintes en termes de ressources et de temps pour appréhender cette réalité de la cohésion sociale sur notre commune. On y retrouve la description des outils et le système d'analyse.

Les chapitres IV et V sont dédiés à l'analyse des données, qui ciblent les priorités de notre Commune et une analyse par quartier dans le chapitre V. Le système d'analyse a fait émerger des catégories importantes auxquelles nous avons donné une interprétation théorique, ce qui nous a permis de construire des pistes d'analyse et des recommandations.

En conclusion :
Ce travail nous a permis de constater un manque accru d'infrastructures, de moyens humains et financiers permettant d'aider la population jettoise précarisée qui augmente à la suite de la crise sanitaire. Le travail de cohésion sociale prend tout son sens.
En tant que coordinatrice de la cohésion sociale, mon rôle est de soutenir au mieux les associations, non seulement les trois subsidiées, mais aussi les autres associations qui travaillent sur le terrain.

I. LA VISION DE LA COHESION SOCIALE DANS NOTRE COMMUNE

Dans ce cadre la cohésion sociale s'inscrit, comme une démarche qui cherche à atténuer l'impact des inégalités sociales générées par le système économique au travers de l'inclusion sociale.

1.1. Le décret de la cohésion sociale dans la région de Bruxelles-capitale

L'article 3 du décret du 13 mai 2004, définit la cohésion sociale de la manière suivante :

> *Art. 3. Par cohésion sociale, on entend l'ensemble des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, sans discrimination, l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement et dignement à la société, d'y être reconnu et de s'y reconnaître. Ces processus visent en particulier la lutte contre toute forme d'exclusion sociale et de discrimination par le développement de politiques d'inclusion sociale, d'émancipation, d'interculturalité, de diversité socioculturelle, de reliances, de vivre et faire ensemble. Ils sont mis en œuvre, notamment, par le développement croisé d'une politique publique de cohésion sociale en lien avec les communes et l'action sociale et d'une action associative de quartier, locale*

La cohésion sociale s'explique ainsi depuis l'ensemble des process sociaux qui contribuent à garantir l'intégration citoyenne, dans tous les espaces de la vie sociale du territoire et qui opère depuis les collectivités territoriales, au niveau local ou régional.

La mixité sociale, culturelle, générationnelle ou de genre sont leurs objectifs de base et se développent à travers des projets concrétisés par les communes et leur réseau associatif de proximité.

Les principes se conçoivent dans la mixité (genre, culturelle, sociale et générationnel) ; la participation à la vie civique dans le respect des droits et des différences ; le soutien à l'individu dans son intégrité ; le travail en réseaux et le partenariat ainsi que l'appropriation de l'espace public et de la ville.

Le dispositif de la cohésion sociale s'opère spatialement à partir du développement de ses principes de base, représentés dans différents axes prioritaires :

1. L'accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté des enfants et des jeunes ;
2. L'apprentissage du français et l'alphabétisation ;
3. L'inclusion par la citoyenneté interculturelle ;
4. Le vivre et faire ensemble

1.2. La cohésion sociale dans notre Commune

Dans notre Commune, le citoyen est au cœur de nos missions. La cohésion sociale est un travail engagé afin d'offrir un cadre de vie sécurisant et convivial aux habitants. Les principes de la cohésion sociale s'opèrent aussi par les services de l'administration communale et principalement par le service « vie sociale et citoyenneté » qui soutient le travail du réseau associatif jettois.

Le service « vie sociale et citoyenneté » a pour objectif d'aider les citoyen.ne.s dans différentes démarches du quotidien à travers les différents pôles d'intervention sociale sur le territoire tel que la santé, l'égalité des chances, le handicap, la cohésion sociale, l'emploi.

A travers différents projets de sensibilisation et d'accompagnement, le service reste ouvert à des démarches innovantes pour soutenir les citoyen.ne.s, spécialement ceux qui traversent une situation de fragilité sociale. Le service agit en partenariat avec le réseau associatif jettois et d'autres services communaux tels que la prévention urbaine ou les services « cultures » pour les habitants afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Il existe plusieurs plateformes qui regroupent le réseau associatif. Cela permet de développer des plans d'actions dans le but de comprendre au mieux la réalité du citoyen.ne.s sur le territoire jettois et de tenter d'améliorer leur insertion sociale.

Project All genders welcome. Source: http://rainbowhouse.be/fr/projet/all-genders-welcome/

- La plateforme « Mieux Vivre Ensemble » (MVE) : est constituée de diverses associations qui travaillent dans le cadre de la cohésion sociale. C'est un espace de rencontre et de partage de la vie associative, dans lequel se discutent différentes thématiques autour du vécu de chaque association.

Elle crée des projets communs , et propose des animations lors de brocante ou fête de quartier. , Les associations de la plateforme MVE se réunissent afin de créer du lien avec les citoyen.ne.s et de faire connaître les associations au public jettois. La plateforme Egalité des Chances : est une initiative communale lancée en 2019 qui

rassemble les citoyens, les associations et la coordinatrice de l'Egalité des Chances autour de trois thématiques : la communauté LGBTQI+, l'égalité des genres hommes, femmes et le handicap. L'objectif de la plateforme, est de mettre en place des actions pour l'épanouissement des Jettois.e.s,

- Le PASAP (plan d'action social- actie plan) :
  Ce plan s'étale sur 5 ans (2020 à 2024). Des ateliers de discussions ont été organisés avec différents acteurs de terrain et des associations jettoises. Les discussions ont porté sur la réalité du terrain.
  Les ateliers ont pour objectifs de mettre en place des actions sociales pour les citoyen.ne.s.
  Il y a 5 thématiques : la santé, l'après covid, la précarité, la communication sociale et la cohésion sociale.

Actuellement, de nombreuses actions se développent sur le territoire dans le but de soutenir les citoyen.ne.s et de les sensibiliser aux questions sociétales qui touchent les trajectoires

« 'Le rallye poussette' est une promenade exploratoire avec des mamans de différents quartiers (de la commune de jette) qui ont des enfants en bas âge. L'objectif est de leur faire découvrir de nouveaux endroits, mais aussi des activités à faire avec leurs enfants (petits ou grands). »
Cette marche exploratoire Rapport global 2021. VSC

individuelles et collectives des habitants.

Sortir de l'isolement en se réappropriant l'espace public : « le rallye poussette »

1.3. Le développement des axes prioritaires de la cohésion sociale à Jette :

Le travail de cohésion sociale sur le territoire jettois se développe avec l'aide du monde associatif en incluant les citoyen.ne.s. Nous avons trois associations jettoises inscrites dans le programme Régional de Cohésion Sociale. Elles développent les axes principaux de la cohésion sociale qui sont proposés par le décret. Les trois associations sont le Centre d'entraide de Jette (CEJ), l'Abordage et le Centre Culturel de Jette (CCJ).

Dans le travail de diagnostic, nous avons pu constater que les associations réalisaient un travail de proximité, elles accueillent les habitants de tout le territoire jettois.

1.3.1. L'Abordage :

L'Abordage est une maison de quartier qui développe des missions de cohésion sociale, de cohabitation, d'insertion sociale, de promotion à la santé ainsi que la qualité de vie, dans un cadre basé sur la pédagogie active et avec la participation des habitants.
Son objectif principal est de développer des projets intergénérationnels visant le mieux-être des habitants de Jette en général et du quartier Esseghem en particulier, lequel abrite 618 logement sociaux et 2700 habitants.

L'association compte 6 employés et de 6 à 8 bénévoles pour l'école des devoirs. Il développe de multiples projets liés à la culture, au sport et à la cohésion sociale, tout en promouvant l'entraide et la solidarité entre les habitants.

Avec ces projets, l'Abordage entre dans le cadre du contrat de quartier Magritte, ainsi que dans le PCS Esseghem. Il coordonne les priorités de la cohésion sociale, le soutien scolaire et le mieux vivre ensemble.

Son école de devoirs compte +/- 50 enfants du quartier et se divise en deux groupes. La liste d'attente est longue. Elle fait face à de nombreuses difficultés pour accueillir les enfants, par manque de stabilité de bénévoles formés à l'école des devoirs et d'infrastructures. L'association a introduit une demande d'agrément auprès de l'ONE.

L'Abordage explique avoir besoin de matériel et de personnel pour pouvoir accueillir les demandes des habitants de Jette. Ces perspectives se projettent avec au moins un employé à temps plein et une équipe solide de 12 à 14 bénévoles formées et motivées.

Dans les différentes problématiques rencontrées par l'Abordage, la plus difficile est l'accompagnement des jeunes en décrochage scolaire. Ceux-ci ont besoin d'un soutien plus individualisé, soutien que l'association n'a pas la capacité d'assumer pleinement.
La barrière de la langue est aussi un frein difficile à surmonter et qui a beaucoup d'incidence dans le retard d'apprentissage scolaire des enfants.

Dans leurs multiples projets, ils ont créé une table de conversation pour les mamans du quartier afin de pratiquer le français. Nous constatons qu'il y a un manque accru de cours d'alpha Fle sur le territoire Jettois.

Dans leurs missions, l'objectif est aussi de créer du lien entre les habitants du quartier Esseghem. Actuellement l'association soutient un groupe de 17 jeunes, âgés de 14 à 18 ans,

dont 10 filles et 7 garçons. Ce groupe se caractérise par sa motivation de travailler ensemble dans la réflexion de diverses thématiques, comme l'amélioration du cadre de vie dans le quartier, la lutte contre la stigmatisation, le cyberharcèlement avec le partenariat de Sources d'harmonie qui est aussi une asbl active dans le quartier.

« De beaux moments ensemble lors de diverse activités ». Source : l'Abordage

L'Abordage est en contact régulier avec les autres acteurs du réseau associatif jettois afin de pouvoir créer des partenariats dans différents projets.
Les jeunes participent à toutes sortes d'activités dans le quartier, telles que les fêtes de quartier ou la brocante annuelle.
Pendant la crise sanitaire par exemple, l'Abordage et les jeunes ont collaboré avec la commune pour distribuer des masques aux habitants du quartier.

L'association a aussi comme projet un bar à soupes. Chaque mercredi, la préparation de la soupe se fait dans les locaux de l'Abordage avec l'aide de certaines mamans du quartier. La soupe est distribuée aux personnes âgées à vélo (le Tuk-Tuk) par « Labolobo », une asbl bicommunautaire. Cela touche plus de 60 personnes, des séniors et des personnes isolées.

L'école de devoirs. Source : L'Abordage

1.3.2. Le Centre d'Entraide de Jette (CEJ) :

Le Centre d'entraide de Jette, existe depuis 1971, cette association soutient les jettois.es en situation de précarité et lutte contre la pauvreté.

L'association compte 50 bénévoles et 15 salariés pour gérer les activités suivantes :

L'accueil, l'aide sociale, l'aide alimentaire, les cours de français langue étrangère (fle) pour adultes, l'école des devoirs avec du soutien scolaire. Des animations pour enfants ainsi que l'insertion socio-professionnelle en lien avec les activités d'économie circulaire.

Le « pôle éducation », coordonne les cours d'apprentissage de la langue française, alpha & fle (1 et 2) et fonctionne grâce à la participation de 30 volontaires, dont 12 pour l'école des devoirs.

Lors de la crise sanitaire, l'association a dû relever de multiples défis pour s'adapter et continuer à soutenir son public. Depuis la fin des restrictions sanitaires, l'école des devoirs, la fréquentation commence à être plus régulière. Les encadrants sont en général des pensionnés, et pour certains se sont d'anciens instituteurs.
Pour le secondaire, il est plus compliqué de trouver des volontaires ayant une expérience dans les matières du secondaire en dehors de ces volontaires. L'association dispose d'un temps plein et d'un mi-temps pour encadrer 95 enfants.
Les nombreuses demandes d'accès à l'école des devoirs ou aux cours de français (alpha fle) interpellent l'association. Aussi, a-t-il été décidé stopper la liste d'attente afin de ne pas donner de faux espoirs aux nouvelles demande.

Les cours alpha et fle se sont déroulés normalement. En période de confinement , les étudiants du fle ont utilisé les outils informatiques, tels que zoom, pour suivre les cours, car tous possèdent un smartphone.

Le public se caractérise par sa diversité d'origines, avec une prédominance maghrébine. On retrouve aussi une vague de migrants issus de la Syrie, de la Palestine ou de l'Afghanistan.
Depuis peu, les familles Ukrainiennes sont aussi prises en charge par le CEJ.

Les foyers sont fortement précarisés, et les parents maitrisent peu ou pas le français.

Pour les cours de français, 90% sont des femmes, malgré la promotion de l'importance de la multiculturalité et la mixité dans ces cours. Il existe un contrôle social communautaire, qui préconise de se retrouver « entre femmes »

Infrastructures :

- l'école des devoirs primaire tient place dans les locaux de la clouterie, bâtiment appartenant à l'administration communale.
- l'école des devoirs pour le secondaire est installée dans les locaux du centre culturel de Jette.
- les cours d'alpha fle se donnent au 108 de la rue León Théodor, bâtiment appartenant à l'administration communale.

Les stages :

. Le prix est de 20 euros par semaine ce qui les rend abordables pour le public cible. Si la situation des parents est difficile, les enfants ne payent pas. La situation est évaluée au cas par cas. Les organisateurs constatent que de plus en plus de familles se retrouvent dans une situation économique difficile.

Au centre d'entraide de Jette, l'un des projets qui demande le plus d'investissement et qui soulève le plus d'inquiétude pour la situation sociale en précarisation, c'est la distribution d'aide alimentaire.

Le travail est réalisé en partenariat avec le CPAS et ils reçoivent le soutien du fonds européen pour l'alimentation.

L'association soutient 300 foyers en distribuant des colis alimentaire, à raison d'une fois par semaine. La demande a fortement augmenté avec la crise sanitaire.

Cette situation difficile a entrainé la déshumanisation du service. Effectivement, les conditions imposées par la crise sanitaire pour la distribution des colis ne laissent pas le temps de parler avec les citoyen.ne.s.
Le CPAS met à disposition une camionnette pour aller chercher les dons d'aliments. , un autre partenaire est l'épicerie sociale « CABAJETTE ». L'idée est quand leurs conditions de vie s'améliorent les citoyen.ne.s peuvent s'inscrire à l'épicerie sociale pour faire leurs courses à moindre prix. La constatation du terrain est que peu de citoyen.ne.s s'en sortent financièrement, donc ils restent sur la liste des demandeurs de colis alimentaires.

Leur public est composé de 40% d'usagers du CPAS et de 60% de sans-papiers et de familles précarisées.
L'association décrivait les nouveaux usagers, un peu avant la pandémie, comme « les nouveaux pauvres » : les pensionnés, les personnes qui dépendent de la mutuelle ; les familles monoparentales, et même des travailleurs indépendants.

Les demandes de soutien de la population locale face à la digitalisation croissante sont de plus en plus importantes. A cette période les citoyen.ne.s se sont sentit démunis face aux administrations (CPAS, COMMUNE, …) les dossiers doivent être traités en ligne.

Le soutien pour les personnes sans papiers est complexe, car ces personnes sont exclues dans de nombreux services. Par exemple, ils ne peuvent avoir le Covid Safe Ticket, car ils n'ont pas de carte d'identité.

Le CEJ s'occupe aussi, entre autres :

- Des ateliers de sociabilisation.
- Dans le cadre du contrat de quartier « Projet Magritte » : 1 magasin de 2ème main, 1 atelier de réparation
- Le magasin Rouf : un autre magasin de 2ème main avec comme projet l'insertion socio-professionnelle. des articles 60 y font leurs apprentissages dans le monde de la couture ou encore de la vente.

L'association réalise de nombreux échanges avec les associations jettoises

Stage d'automne 2021. Source : cej

1.3.3. LE CENTRE CULTUREL DE JETTE :

Le centre culturel de jette, est connu aussi sous le nom de Centre Armillaire, est une ASBL socio-culturelle qui existe depuis 1978.
Le Centre Culturel (CCJ), organise des activités artistiques et des rencontres avec les citoyen.ne.s.
En 1995, il intègre le volet de cohésion sociale avec le projet INTERQUARTIER dénommé le PIC.

Le CCJ est actuellement reconnu par deux décrets :

- Le décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles des centres culturels du 21 novembre 2013, qui encadre son action par son contrat programme 2019-2023.
- Le décret de la Commission Communautaire Française de la cohésion sociale du 4 décembre 2014, qui encadre son action par son contrat programme 2016-2020, prolongé par avenant car celui-ci est passé en septennat.

Images du quotidien au Centre Culture de Jette. Source CCJ

L'action du Centre Culturel se centre sur des projets participatifs citoyens, le soutien scolaire, la diffusion culturelle, des ateliers créatifs, et des partenariats avec les citoyens et les associations présentes sur le territoire communal jettois et le territoire régional.

Son enjeu est d'accompagner la transition de la Commune de Jette pour la rendre plus familiale, plus urbaine et plus intégrée au niveau des cultures et des générations.

Dans le cadre de la cohésion sociale, ces enjeux se traduisent par des actions concrètes telles que définies par la P1, soit le soutien et l'accompagnement à la scolarité.

Le Centre Culturel de Jette travaille à rendre vivant les principes de démocratie et de médiation culturelle tels que définis dans le nouveau décret des Centres Culturels. Il invente des pratiques visant à augmenter la participation aux activités culturelles, avec une visée émancipatrice.

Ces principes sont également moteurs pour l'équipe qui s'efforce d'appliquer à elle-même les idéaux de développement humain et d'engagement citoyen.ne, qu'elle promeut par son action culturelle.

Des concerts, du théâtre, des animations, des ateliers de rencontres sont ouverts à tous le publics Jettois. Le Centre Culturel travaille en réseau avec les associations Jettoises. Il prête ses locaux pour le développement de multiples activités. C'est ainsi que leurs infrastructures accueillent aussi l'école des devoirs du Centre d'Entraide de Jette (CEJ).

Dans le cadre de la Cohésion sociale, Le Centre Culturel organise l'école des devoirs et des stages pendant la période de congés scolaires. L'équipe est composée de deux salariés, (dont le coordinateur de cohésion sociale et une animatrice engagée à mi-temps), une accompagnatrice, qui s'occupe de projets pour les jeunes et 6 bénévoles. L'équipe est dans l'accompagnement et à l'écoute du ressenti social.

Actuellement l'école des devoirs est composée de 3 groupes : un groupe de 20 enfants et un autre de 25 pour le primaire et pour le secondaire 24 jeunes sont inscrits.

Les compétences des animateurs ont permis de développer des approches méthodologiques. Ils ont organisé la création de court-métrages pour construire le récit des enfants et des jeunes adolescents afin de leur permettre de prendre la parole.

L'impact de la crise covid a permis au Centre Culturel de se réinventer et de maintenir, ce qui est primordial, le contact avec son public. Pour lutter contre la fracture numérique il prête des ordinateurs portables et des jeux. L'entraide et le partage d'expériences ont permis de maintenir les liens avec son public et à les soutenir dans ces moments de difficulté.

Avec l’arrivée des primo-arrivants, il reste à disposition des familles des primo arrivants. Les ressources limitées sont un obstacle à l’accueil des personnes en difficulté. Comme les deux autres associations leur liste d’attente ne cesse de s’allonger

STAGE D’ETE 2021

II. UN BREF REGARD SUR L'HISTOIRE-DE JETTE

Zoom sur la carte Ferraris 1777

La commune de Jette est située dans le nord-ouest de la région Bruxelloise et est bordée à l'est par Laeken (Bruxelles ville), au sud par Molenbeek-Saint-Jean, à l'ouest par Koekelberg et par Ganshoren. En périphérie, par Asse et Wemmel au nord. La superficie du territoire est de 504 ha dont 117 ha de parcs et de bois.

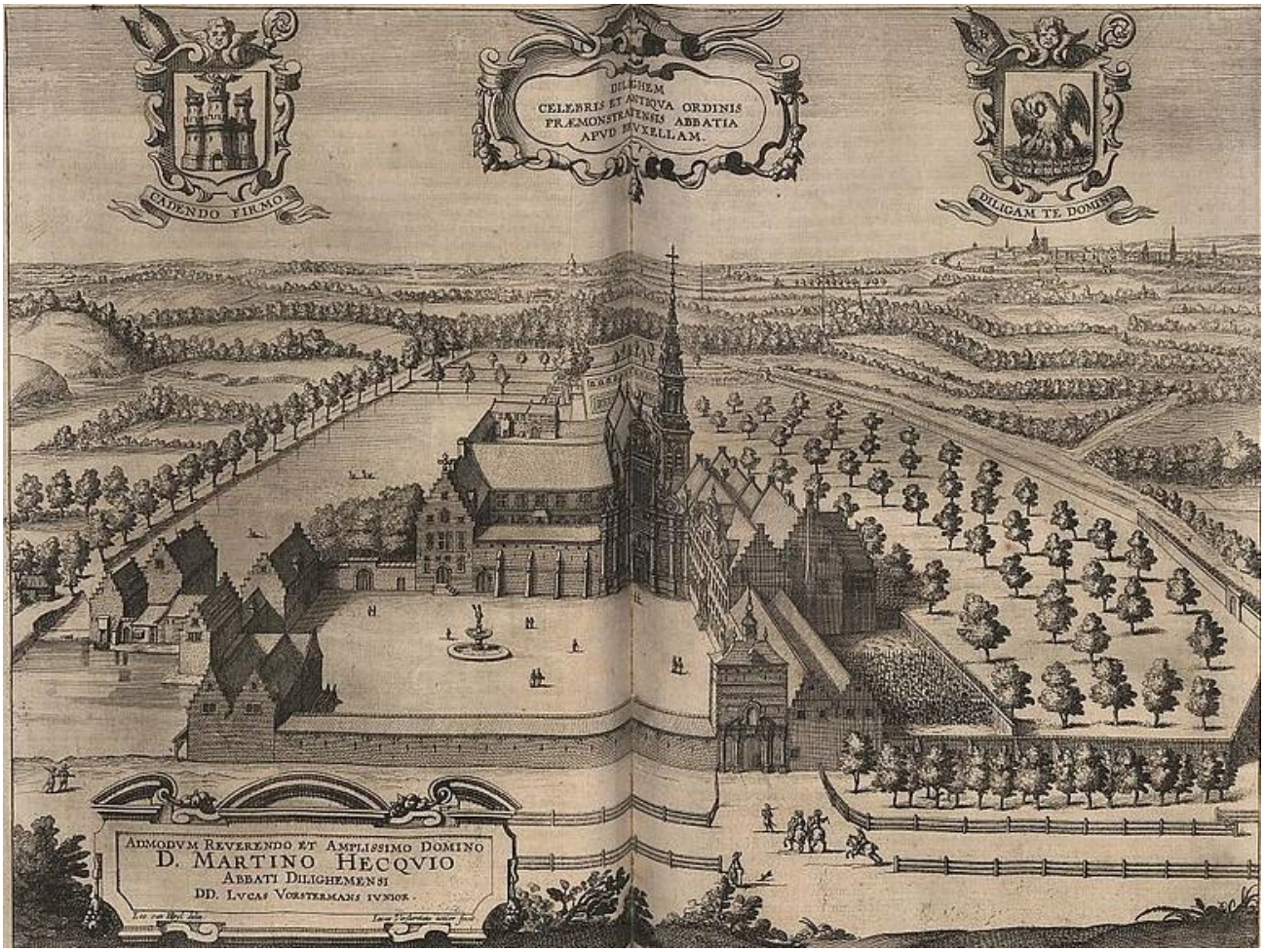
Sur la carte Ferraris de 1777, l'origine de la ville de Jette est rurale, étant considéré en tant que ville de campagne.

Les traces archéologiques d'une villa romaine montrent la présence d'occupation du territoire vers 2000 av. J-C. La ville de Jette commence son développement du moyen âge et

jusqu'à la Révolution française, autour du prieuré augustin, qui devient plus tard l'Abbaye de Dieleghem.

Historiquement, la dénomination de Jette, fait référence à un cours d'eau qui a traversé le noyau historique, appelé « Gatwa ». Sur la chartre de fondation de l'abbaye apparait pour la première fois la mention du nom de *Jetta*, pour désigner le territoire (diagnostic CQD : 50)

« Les premières traces d'occupation remontent à l'époque romaine, le long des marais de jette-Ganshoren, décelée récemment par la découverte d'une villa romaine, abritant poteries et fresques, prouvant que cette région était déjà le cœur de vie et d'activités à cette époque. D'autres preuves de cette présence romaine, comme le chemin des moutons au nord-ouest du périmètre reprenant les traces d'un antique diverticulum romain » (diagnostic CQD : 50)



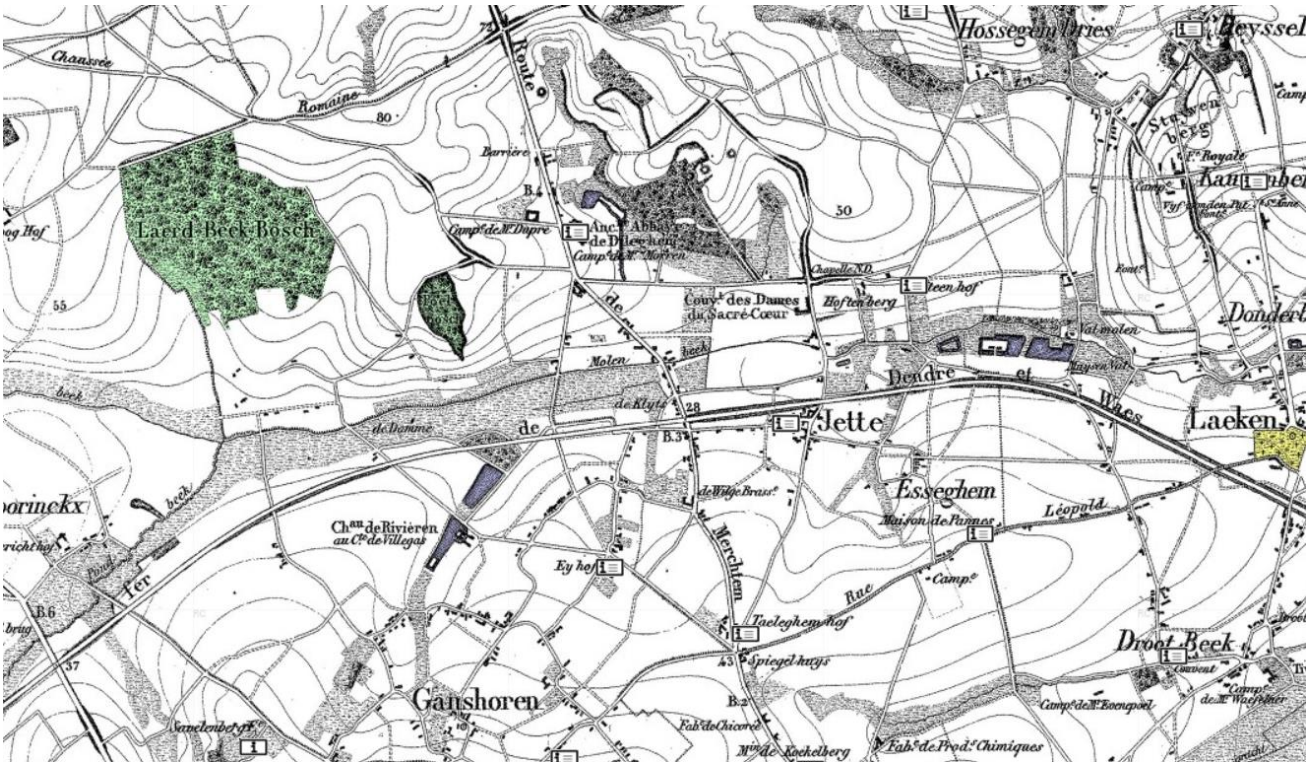
L'Abbaye de Dieleghem au XVIIIe siècle (par Antoine Sandérus dans Chorographia sacra Brabantiae - 1659)

Pareil à d'autres zones rurales à Bruxelles, autour des institutions religieuses commencent à se développer des activités commerciales. A Jette, un noyau s'établit au sud de l'Abbaye, autour de l'ancienne église de Saint Pierre.

De 1651 à 1841, Jette et Ganshoren formaient un seul territoire, ainsi que 8 villages administrés par le roi Paul Philippe de Villegas IV d'Espagne. L'ensemble du territoire se nommait « Le Comté de Saint-Pierre-Jette ».

(https://www.jette.irisnet.be/fr/ma-commune/lhistoire-de-jette)

Durant le XIXème siècle, Jette conserve son aspect rural. Des cultures maraîchères et céréalière, liées au développement des activités industrielles de brasseries et de distilleries, commencent à se développer. Le centre de jette était constitué de la Place du Miroir et de la Place Cardinal Mercier (https://archiviris.be › commune-de-jette)



Carte topographique, 1858. Source : https://www.reflexcity.net/

La carte topographique de 1858, nous montre l'apparition du chemin de fer reliant Gand et Bruxelles, cela change l'image et le développement de Jette scindant le territoire en deux

parties. Le nord du territoire restera agricole jusqu'à la deuxième moitié du XX siècle, pendant que le sud commence à se densifier à partir des noyaux historiques.

Les deux parties du territoire sont resté connectées afin de ne pas séparer le territoire jettois.

« Il existait même une connexion avec l'ancienne usine à gaz, où se dressent actuellement les bâtiments Esseghem, et le chantier de l'hôpital Brugmann conçu par Victor Horta. La place Cardinal Mercier s'est transformée en un lieu de rencontre, accueillant de nombreuses activités culturelles sur et autour du kiosque » (https://archiviris.be › commune-de-jette).

En 1841, Jette devient une commune indépendante et l'aménagement du territoire prend forme avec la ligne de train Bruxelles - Termonde en 1858 et la première gare à Jette en 1861.

Après la seconde guerre mondiale, le territoire jettois connait une densification intensive qui évoluera jusqu'au sa forme actuelle. Désormais, l'excision marquée par la ligne ferroviaire, continue à distinguer deux entités territoriales :

- Le nord, qui comprends le bois du Laerbeek, développe une urbanisation tardive et moins dense, à partir de 1950, avec des immeubles plurifamiliaux de plusieurs étages. A partir de 1970 la zone se redensifie ave l'implantation de l'UZVUB et « les jardins de jette » dans les années '90.
- Le sud se densifie au rythme de l'industrialisation ; la plus grande partie de la population est installée dans cette zone, constituée dans son ensemble de maisons bourgeoises et

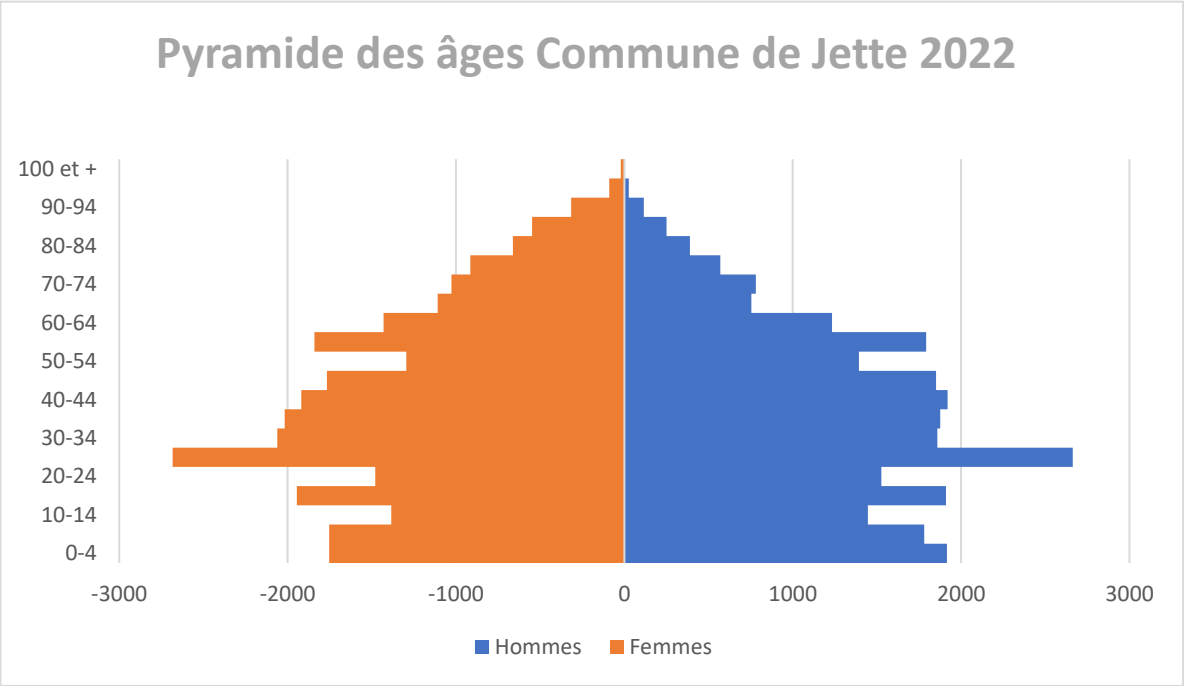
ouvrières.

Plan de plan de Bruxelles industriel 1910. Source : https://www.reflexcity.net/

2.2. NOTRE COMMUNE ACTUELLE

Aujourd'hui notre Commune compte 52.977 habitants, dont 27.209 femmes et 25.356 hommes. Il y a 13.581 étrangers de l'Union Européenne et hors Union européenne inscrits à Jette.

Le total de la population est composé de 22.047 ménages, avec une moyenne de 2.4 personnes par ménage, dont 17.292 sont des enfants.



Source : registres du service communal de la population 2022

La population jettoise est relativement jeune, l'âge moyen des jettois est de 40 ans. Le groupe d'âge le plus représentatif est celui des jeunes de 25 à 29 ans avec un total de 5.347 personnes. Nous remarquons 733 naissances et 469 décès par an.

Nous avons sur le territoire jettois, 162 nationalités différentes dont :
Les Roumains (3013 habitants), les Marocains (1205 habitants), les Français (1178 habitants) et les ressortissants de la république démocratique du Congo (391 habitants).

La Petite Enfance :

- 7 crèches communales francophones
- 1 crèche d'accueillantes conventionnées francophone
- 5 crèches néerlandophones
- 5 crèches privées (fr & nl)
- 2 accueillantes privées conventionnées à domicile
- 2 consultations nourrissons ONE sur Jette et 2 consultations ONE limitrophes (Molenbeek et Laeken)

Enseignement :

- Maternelle et primaire francophone : 8 écoles communales + 5 écoles libres.
- Maternelle et primaire néerlandophones : 3 écoles communales + 3 écoles libres.
- Secondaire : 4 écoles libres francophones et 2 écoles libres néerlandophones.
- 1 enseignement de promotion sociale
- 1 académie francophone
- 1 académie néerlandophone

Sports et loisirs

- 5 infrastructures sportives
- 90 associations sportives
- 89 associations culturelles membres du centre culturel de jette
- 7 clubs pour les seniors.

III. TRAVAIL DU DIAGNOSTIC LOCAL : APPROCHE METHODOLOGIQUE

Comprendre la dynamique sociale autour des besoins en cohésion sociale dans la Commune de jette, nécessite l'utilisation d'outils méthodologiques qui permettent l'élaboration d'un travail de réflexion, dans lequel, la participation est une expérience nécessaire à la conception collective du territoire.

Bien que la réalité sociale et l'adaptation à la pandémie expriment déjà une problématique sociale qui s'intensifie dans les populations les plus fragilisées, nous avons considéré nécessaire de développer une méthodologie adaptée, qui permet de donner une lecture analytique des pratiques sociales et des dynamiques territoriales autour de l'accompagnement des populations les plus fragilisées.

Dans cette orientation, nous avons construit des outils pour aborder les expériences de la vie sociale, à partir d'une méthodologie qualitative, tout en observant l'interaction entre les habitants et les institutions. Nous avons cherché à reconstruire une lecture de la vie sociale, appuyée sur l'observation ethnographique comme outil, dans un contexte qui puisse dépasser les représentations culturelles et les intérêts institutionnels, tout en proposant une compréhension des phénomènes dans leur contexte de spécificité et de transcendance, à partir de l'observation des interactions et des pratiques sociales. (Katz 2013 : 28)

Si l'orientation qualitative et le travail empirique sont considérés comme fondamentaux dans la reconnaissance du territoire et des acteurs sociaux qui le recréent, les difficultés propres à la réalisation d'un travail ethnographique approfondie (en termes de temps et de moyens), orientent notre travail à la systématisation d'un récit collectif, construit à partir d'un travail de diagnostic territorial, comme principal outil.

Processus de participation communautaire : cartographie sociale participative dans le cadre du principe d'élaboration de conceptions participatives, l'élaboration d'exercices de cartographie sociale appliqués au territoire jettois est proposée, dans une dynamique qui vise la construction d'une vision commune du territoire.

La construction collective s'effectue tant à travers la vision des différents acteurs institutionnels et associatifs, que des habitants. Le travail de diagnostic vise ainsi à reconstruire de manière participative, les besoins territoriaux et les représentations autour de l'accompagnement dans l'intégration à la vie sociale du territoire. L'idée est de permettre aux acteurs d'exprimer leur propre territorialité et d'envisager la transformation socio spatiale nécessaire pour accompagner la population plus vulnérable.

Méthodologiquement, l'exercice s'appuie sur le diagnostic territorial (dtp) comme outil de reconstruction collective des problématiques socio-spatiales et des potentialités du territoire, sur les comptes-rendus des ateliers du plan d'action sociale communale (PASAP) et sur un questionnaire ouvert aux institutions.

3.1. LE DIAGNOSTIC TERRITORIALE PARTAGE (DTP)

Le diagnostic territorial partagé, fait référence à une méthodologie largement répandue, spécialement dans les projets d'aménagement du territoire qui demandent la concertation citoyenne.

Un DTP est une démarche qui cherche à évaluer les ressources et besoins dans un territoire, mais aussi à créer une réflexion et un dialogue citoyen autour des acteurs et des pratiques, dont l'objectif est d'analyser, d'évaluer différents enjeux locaux.

Nous avons adapté la méthodologie de dtp qui tourne autour du questionnement des principaux axes de la cohésion sociale à Jette, tels que l'accompagnement des enfants et des

adolescents, l'apprentissage du français en tant qu'outil d'intégration sociale, et le mieux vivre ensemble.

Dans l'objectif de construire un travail de réflexion citoyenne, nous avons pensé le développement de la méthodologie en deux phases. Une première qui correspond à la temporalité demandé par la CoCoF, qui convoque le réseau associatif et institutionnel ; et une deuxième phase, qui se déroulera en 2022, qui cherche à donner la voix aux habitants et à construire un récit collectif qui puisse traduire leurs ressentis, autour des enjeux qui intègrent la cohésion sociale à Jette.

Dans ce sens, notre principal intérêt est de réunir les principaux acteurs qui maintiennent une approche communautaire et un travail de terrain de proximité à Jette pour cette première phase. Nous avons donc élargi l'invitation au réseau associatif Jettois, aux principaux services de l'administration communale qui effectuent un travail de terrain, aux écoles et aux centres médicaux.

Pour la première phase, le retour de tous les acteurs a été très positif. Les associations de la convention CoCoF, mais aussi d'autres associations qui travaillent dans la cohésion sociale telles que sources d'harmonie, Ploef ! Labolobo, le service de prévention urbaine, l'Accueil Temps Libre (ATL), les écoles représentées par la directrice de l'école Vanhelmont, le centre médical Tournesol - nous ont accompagnés dans notre travail diagnostic.

Dtp (diagnostic territoriale partage). Octobre, 2021

Nous avons réalisé un travail de cartographie, avec pour objectif de donner un cadre spatial aux dynamiques sociales autour de la cohésion sociale, tout en analysant les problématiques sur le territoire par rapport aux besoins d'accompagnement de la population et la présence institutionnelle.

Le travail du diagnostic a permis de réaliser des échanges constructifs et d'avoir une vision intégrale du territoire Jettois.

Travail de cartographie DTP. Octobre,2021

3.2. ATELIERS PASAP (PLAN D'ACTION SOCIAL-ACTIE PLAN) :

Le PASAP est un cycle d'ateliers, qui est à l'origine la base de la co-construction du plan d'action social de 2015-2020, réalisé à l'initiative conjointe de la Commune et du CPAS de Jette. Ce plan visant la participation de l'ensemble des acteurs sociaux Jettois.

L'objectif des ateliers, est d'identifier ensemble, les problématiques sociales auxquelles sont confrontés les habitants et de rechercher collectivement des solutions concrètes et réalistes, à l'échelle communale, et de les mettre en pratique au cours des cinq prochaines années (2020-2025).

Pour le cycle actuel, lors de la première réunion en séance plénière (28/09/2020), le monde associatif et les instances communales + CPAS ont émis plusieurs problématiques rencontrées sur le terrain. Après cette séance, il a été identifié cinq thématiques.
Celle-ci seront travaillées pour ce nouveau plan : la précarité, la communication sociale, la santé, la cohésion sociale et l'après crise sanitaire lié au covid.
Le but est d'apporter une expertise aux différents sujets. Dans ce cadre 5 réunions ont été organisées avec des experts externes à la Commune, tels que : les experts du service intégration sociale ; experts de l'observatoire de la santé et du social de Bruxelles-capitale, qui a publié récemment le baromètre social 2020 avec une analyse des conséquences de la crise covid.
Ce travail a permis aussi d'avoir des informations sur les problèmes sociaux rencontrés à Jette

3.3. QUESTIONNAIRE OUVERT :

Avec pour objectif d'avoir un outil flexible qui permettait de donner la parole aux acteurs sociaux Jettois autour de la cohésion sociale, nous avons élaboré un questionnaire à caractère ouvert et en ligne, afin de nourrir l'enquête et de cibler les principales problématiques de l'accompagnement et le vivre ensemble sur le territoire.
Nous avons envoyé ce questionnaire à tous les acteurs institutionnels et associatifs de la Commune qui sont en lien avec les citoyen.ne.s Jettois.e.s. Nous avons reçu 22 retours.
Le questionnaire nous a permis de compléter nos observations et de nourrir notre analyse dans un cadre concerté.

3.4. LES ENTRETIENS :

Dans notre travail de diagnostic local, les entretiens prennent une place importante dans l'approche de la vie sociale de Jette. Nous avons réalisé 10 entretiens de différentes

associations et de quelques services de l'administration communale. Ils nous ont donné une approximation de leur travail de terrain.

Les interviews ont été orientées avec une guide d'entretien qui donnait de la place à une thématique proposée et des discussions spécifiques.

3.5. RECHERCHE DOCUMENTAIRE :

La production des documents qui concerne la cohésion sociale ou l'accompagnement à Jette est plutôt inexistante

Parmi les textes à caractère descriptif et informatif, on a privilégié ceux basés sur l'étude du diagnostic de la ville, tels que le diagnostic du contrat de quartier Magritte ou le diagnostic PCS pour le site de Esseghem.

Grâce à l'apport de nos services de l'administration communale, nous avons pu récupérer des données socio démographiques importantes dans la construction de notre travail de diagnostic.

3.6. ANALYSE QUALITATIVE DES DONNEES :

L'analyse des données recueillies par les différentes méthodes mentionnées, nécessite l'élaboration d'un modèle interprétatif, qui permet la compréhension de ces données à partir d'une catégorisation synthétisée des résultats du travail empirique.

C'est ainsi que l'analyse qualitative est conçue comme un processus inductif élaboré à partir des résultats non quantitatifs, qui enregistrent des expériences, des comportements, des émotions, des phénomènes ou des interactions, construites à partir de situations de terrain. « Analyse de ce que font les gens » (Silverman, 2006 : 224). Elle est réalisée à partir d'une construction théorique, générée à partir de l'observation qui a été proposée à partir du travail d'enquête, dans laquelle le point de vue des participants a été crucial.

Dans cet objectif, une version allégée de l'analyse de la « Grounded Theory » (paillé et Mucchielli 2013) ou « théorisation enracinée » est utilisée, à ce qui correspond dans l'analyse qualitative des données empiriques, à une adaptation de la méthodologie de recherche de la Grounded Theory (Strauss et corbin 1997 ; 1990)

Ce type de méthodologie permet de mettre à jour les processus sociaux à travers les données générées. La démarche développe la construction inductive de catégories qui expliquent et synthétisent les processus sociaux étudiés, en l'occurrence la vie sociale et les représentations autour de l'accompagnement social à Jette.

Nous avons utilisé le logiciel de support à l'analyse des données qualitatives atlas.ti, qui a permis d'organiser les données et reconstituer le processus d'enquête, pour l'encodage et l'interprétation.

Pour une meilleure compréhension de la démarche, on souligne la référence suivante :

« Il ne s'agit pas de l'analyse de contenu quantitative basée sur la fréquence des mots, des expressions et des concordances, soumise au traitement statistique, mais, plutôt de l'analyse herméneutique où le chercheur essaye de découvrir des éléments de sens dans le texte ou d'autres supports comme les images » (Bandeira-de-Mello et Garreau, 2011 : 183).

La codification ouverte, permet la création de micro-analyses, par moyen de la déconstruction des données, tels que mots, groupes de mots ou phrases, dont l'objectif est d'expliquer les propos des acteurs et de faire émerger des catégories afin de construire un système d'interprétation.

IV. FAIRE FACE ET S'EN SORTIR : LES DEFIS DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES POPULATIONS FRAGILISEES SUR LE TERRITOIRE JETTOIS.

Dans ce chapitre, nous réalisons l'analyse des principaux enjeux liés à l'accompagnement dans le cadre du développement des priorités de la cohésion sociale sur notre Commune.

L'exercice se réalise à partir de l'interprétation et de la théorisation du travail empirique et de la recherche documentaire.

Nous avons mis en relation las principales problématiques dans l'accompagnement avec le récit construit par les acteurs sociaux. Nous ferons un focus sur les défis de l'accompagnement des enfants, des jeunes, sur l'apprentissage de la langue française et sur le mieux vivre ensemble.

4.1. L'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS :

Dans le cadre du soutien scolaire sur la Commune de Jette, les associations et les institutions expliquent que les principales difficultés dans l'accompagnement des élèves en sont en relation avec les espaces de socialisation et opèrent dans tous les niveaux de la vie sociale.

L'accompagnement des enfants est un enjeu qui relationne la famille, l'école et le milieu social. Sur le terrain, les opérateurs sont confrontés à de multiples défis. En plus de veiller au développement psychosocial des enfants et des jeunes adolescents, les accompagnateurs doivent faire face aux enjeux sociétaux, lesquels influencent largement le soutien apporté.

4.1.1. Les conditionnements socio-économiques :

Dans notre analyse, il a été possible d'identifier comment les questions liées à l'accompagnement dépassent la capacité des services et opèrent dans tous les espaces de la vie sociale des jettois.

Dans ce sens, les principales questions qui ressortent de cette analyse sont celles en rapport aux situations de précarité autour des enfants et des groupes sociaux en fragilité sur le territoire.

La notion de « *précarité* », se développe autour de la description d'une paupérisation récente de la population jettoise. Cela touche tous les publics.

L'aide peut être alimentaire, les conditions d'un logement décent, le sans-abrisme.

Les conditions socio-économiques ont un impact considérable sur le développement sain des enfants et des jeunes adolescents dans les logements sociaux.

Dans la compréhension de *la précarité* en tant que phénomène sociétal, il est nécessaire de faire référence à l'implication des inégalités sociales sur la vie contemporaine. La mondialisation a un impact sur l'individualisation et les processus d'intégration, la différentiation sociale s'opère à travers des logiques du pouvoir sur les plus démunis, tout en déterminant les conditions de vie, par l'insécurité et la précarité. L'individu se voit ainsi confronté aux inégalités sociales croissantes, produits du système économique, pendant que la responsabilité collective s'affaiblit (Cattacin, 2005).

« Un fait qui définit la ville contemporaine est l'enjeu entre l'internationalisation du marché global et la gouvernance urbaine. La façon de faire de l'urbanisme est fortement influencée par les dynamiques économiques globalisées qui ont développé leur capacité à intervenir dans les politiques publiques (Latham et al. 2008 ; Sassen 1994). La ville est pensée en tant que métropole et son déploiement dépend de sa faculté à se connecter dans l'espace-temps. L'aménagement urbain dans ces dynamiques est projeté en termes de bien-être, compris depuis les performances technologiques appliquées à l'infrastructure urbaine et sa capacité à fonctionner en réseaux (Castells 2000). Désormais, le fonctionnement en réseaux connectés a impliqué qu'une partie de la ville reste à l'écart, déconnectée, et que s'ensuivent les conséquences de la ségrégation (Graham et Marvin 2001 : 288) » Hernandez, 2016 : 21

La réflexion sur la précarité à Jette, porte sur l'impact du phénome dans les populations les plus fragilisés et sur les difficultés de la prise en charge par l'environnement associatif et institutionnel. Dans ce contexte, notre diagnostic développe les questions liées aux caractéristiques de la population en précarisation, à la spatialisation des inégalités dans le territoire et aux rapports entre la population fragilisée et les acteurs sociaux.

La population en précarisation à Jette, se caractérise par une mobilité sociale réduite. Sa fragilité socioéconomique s'accentue par son faible capital social, par l'infra qualification et la stigmatisation des habitants ; situation qui joue en plus un rôle important dans le clivage des populations.

Une grande partie des foyers en situation de précarité sont représentés par des familles monoparentales ou par *les invisibles* (les sans papiers ou sans abris). La différentiation sociale, s'exprime à travers des conditionnements qui limitent la capacité d'agir des individus. La barrière de la langue, le surendettement, le chômage, le marché de l'emploi les excluant ou la fracture numérique, sont les principaux enjeux en la précarisation de la population.

Cependant, pour les publics *dits invisibles*, les sans papiers ou sans abris, la problématique s'accentue de manière considérable, car l'offre d'aide sociale n'est pas accessible et les droits sociaux sont restreints. Dans cette catégorie de public invisible, on peut aussi

distinguer la population repliée sur elle-même, isolée à cause des conditions socio culturelles, psychosociales ou par la barrière de la langue, ce qui empêchent ou limitent une demande de soutien institutionnel ou associatif, en plus de générer une situation d'insécurité et d'instabilité émotionnelle dans les foyers.

Les acteurs sociaux, expliquent aussi que la crise liée à la situation sanitaire du covi19 a exacerbé la situation de précarisation des populations vulnérables, au point de fragiliser de nouveaux publics tels que les pensionnés ou les salariés. Cette situation est documentée à travers l'augmentation significative des demandes de soutien de base, comme la distribution de colis alimentaires.

Par rapport aux relations spatiales, les inégalités territoriales s'expriment à travers la précarité et l'exclusion sociale. On peut observer comment le quartier devient un territoire complexe, dans laquelle opère une forte différentiation sociale : les quartiers à forte densité, agissent en tant qu'espaces d'accueil des populations les plus fragilisées et deviennent des zones où s'entassent des problématiques.

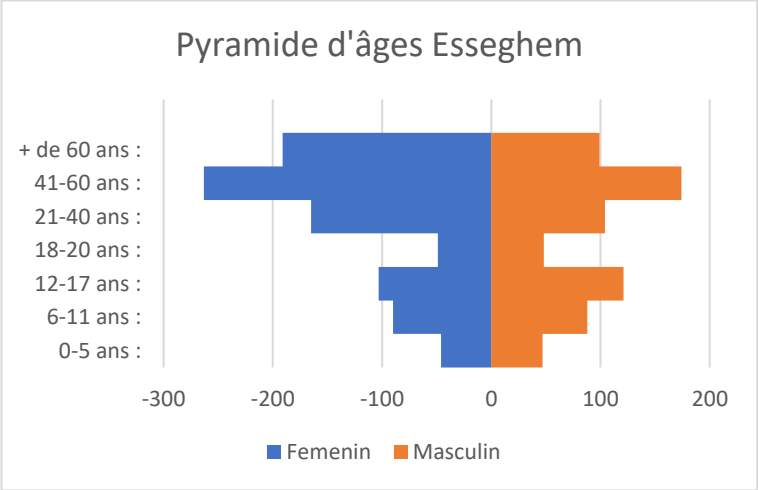
> *« Les nouvelles formes urbaines émergent, tout en incitant à l'institutionnalisation de la vie urbaine dans une vision libéralisée qui enferme, privatise et exclut en même temps qu'elle s'internationalise et se connecte dans son réseau. Après la privatisation de biens publics, de l'eau, de l'électricité, jusqu'au dessin de la ville, des communications, de la technologie et de l'infrastructure urbaine ; l'articulation de l'ensemble tisse un réseau sécurisé et contrôlé qui permet de réduire les peurs (Glasze et al. 2004) » Hernandez, 2016 :21*

L'habitat a un impact déterminant dans les conditions de vie et dans le développement sain des enfants et des jeunes. Les questions en rapport au logement prennent une place importante dans le discours des associations et des institutions. Des situations telles que le sans-abrisme, le surpeuplement, les logements insalubres, le manque d'équipements collectifs ou des phénomènes tels que la gentrification ou le cloisonnement de la population, décrivent cette problématique.

4.1.2. Le quartier Esseghem :

Pour approfondir l'analyse, nous revenons avec le cas des logements sociaux du site Esseghem, analyse à partir des données du diagnostic local du PCS Esseghem, dont leur gestionnaire est LOJEGA. Avec un parc immobilier qui accueille 1589 habitants dans 689 logements, le parc nous proportionne un regard sur l'habitat dans un logement social jettois.

La plupart des habitants sont des adultes, la proportion d'enfants et de jeunes reste représentative dans le site, et les conditions d'habitation montrent une surpopulation dans les logements.



Pyramide d'âge habitants d'Esseghem, 2022, construite à partir des donnés du diagnostic pcs

Au total des 636 ménages, 341 ménages ont des enfants dont 77sont des familles nombreuses. Le nombre de ménages monoparentaux est de 188, ce qui montre que le soutien parental dans ce quartier est faible par rapport aux besoins de ces familles. Le problème de garde des enfants, la multiplication des listes d'attente pour les écoles de devoirs et pour les stages, l'absence de cours de alpha et fle, sont des problèmes qui viennent s'ajouter à celui d'habiter dans un logement surpeuplé.

Composition de ménage	
Isolé	254
Ménage sans enfant	41
Ménage avec enfants	153
Ménage monoparental	188
Total	636

Nombre de chambres	
1 chambre :	129
2 chambres :	345
3 chambres :	157
4 chambres :	7
5 chambres et plus :	1

Enfants à charge

Nombre d'enfants	Nombre de ménage
1	99
2	75
3	45
4	21
5	10
6	1
Total	251

Si on analyse le surpeuplement dans les logements par rapport aux revenus des habitants, la situation montre un état évident de précarisation de la population. Le nombre total des habitants sans revenu est de 694 du total des adultes en âge de travailler, seulement 140 ont un emploi et 2 sont indépendants. Nous trouvons 290 personnes de plus de 60 ans, dont seulement 195 perçoivent une pension. Si on regarde la proportion d'habitants qui ont droit à une aide sociale, 138 personnes sont au chômage et que 54 sont bénéficiaires du CPAS.

L'analyse des autres variables, telles que la nationalité ou la langue, nous montre que la plupart des habitants ont la nationalité belge (181 sur 192). Nous n'avons pas de données concernant tous les pays d'origine des ressortissants étrangers, mais beaucoup de personnes qui ont la nationalité belge, sont d'origine maghrébine. Cette communauté représente la plupart des enfants et des jeunes dans les écoles de devoirs ou des stages. Par rapport à la langue, 1.551 habitants parlent le français, ou une langue proche du français par rapport aux procédures administratives et 23 personnes s'identifient à travers le néerlandais.

Par rapport aux problématiques évidentes en relation du vivre ensemble, l'image du site est fortement détériorée par la présence de déchets et de rongeurs et ce malgré les initiatives des voisins pour le nettoyage du quartier. Le site n'abrite pas de poubelles extérieures et les incivilités continuent. Ce quartier n'a pas d'équipements nécessaires pour les enfants ou les jeunes, d'où les jeunes occupent les halls d'entrée des immeubles ce qui engendre de la détérioration, des conflits et donne une perception d'insécurité auprès des habitants.

La demande d'encadrement pour les enfants de 6 à 18 ans dans les écoles de devoirs ou pendant le temps libre, corrobore aussi ce constat.
Il existe un dialogue avec les jeunes, mais la constatation d'après le rapport du PCS, explique que la prise en charge de ces jeunes reste malgré tout insuffisante.

« On constate que la tranche d'âge 17–25ans est en demande de réalisation et d'implication dans différents projets. Ils sont demandeurs de structures d'accueil type « maison de jeune » sur le site. Ils sont demandeurs de pouvoir générer un projet récréatif ou ludique dont ils seraient les bénéficiaires ou non. On remarque également qu'ils sont généralement en inactivité professionnelle ou en recherche d'emploi. Le lien entre ces jeunes et les organismes d'ISP ne se fait pas de façon naturelle ». Diagnostic PCS :12

Il existe un petit groupe de 5 mamans qui se réunissent autour des ateliers cuisine. Les activités de cohésion sociale attirent les habitants, mais leur mobilisation reste encore difficile. Des projets de cohésion sociale tels que « covide ton sac » qui cherchait une prise de parole des habitants, ont dû être abandonné en raison de l'absence de participants.

Il existe un entourage associatif et institutionnel important, le repli identitaire est une problématique importante sur le site et à travers la précarité. Dans ce sens nous continuerons l'analyse en observant comment se construit ce rapport entre les acteurs sociaux et les dynamiques territoriales quand la ségrégation socio spatiale est une réalité présente sur le territoire.

4.1.3. Les acteurs sociaux face à la ségrégation socio spatiale :

Par rapport à la relation entre les acteurs institutionnels et leurs bénéficiaires, on a pu observer comment les interactions se configurent dans une relation contradictoire. Les rapports socio-spatiaux dans la ville se transforment au rythme de l'économie et de la vie sociale. La prise en charge des plus vulnérables prend un caractère excluant qui génère des frontières socio-spatiales, de plus en plus évidentes.

La ségrégation socio spatiale peut s'observer ainsi dans la logique d'un projet interculturel non défini, orienté à travers un discours politique qui parle de mixité sociale, mais qui n'a pas la capacité d'assumer les conséquences de l'exclusion sociale et des inégalités

territoriales. La population en fragilité devient ainsi invisible et le repli identitaire agit comme un recours pour survivre aux conditionnements de la ségrégation spatiale.

« Alors qu'un idéal de cohésion sociale urbaine représentait la ville du XXe siècle, un urbanisme en réseaux, un splinter urbanism, un nouvel urbanisme, parle pour sa part, de la ville contemporaine, une ville transnationale, une ville globale, « un lieu de pratiques en réseaux » (Latham et al. 2008 : 39). Celle-ci est « définie par sa connexion à des lieux lointains » (Latham et al. 2008 : 45), fondée sur les valeurs de la consommation d'un marché qui exclut systématiquement et stigmatise ceux qui n'ont pas la capacité de consommer cette ville libéralisée (Graham et Marvin 2001, Latham et al. 2008, Blokland et Savage 2008, Cattacin 2005).

Les espaces deviennent invisibles dans la mesure où ils sont déconnectés. Les secteurs de la ville non productifs sont ignorés, alors que l'approvisionnement et l'entretien de l'infrastructure ont tendance à créer des espaces spécialisés dans une matérialité urbaine ancrée dans la technologie, la sécurité et le bien-être. Les inégalités sociales s'accroissent et les conditions de vie de ces populations à l'écart se détériorent (Latham et al. 2008 : 75) » Hernandez, 2016 : 22

Une piste pour franchir les barrières de la précarité et de la ségrégation socio spatiale, peut se trouver dans l'analyse des conditions qui permettraient aux habitants de sortir de leur situation de vulnérabilité pour une situation plus stable.

A travers la notion d'acteur faible, et d'agir faible les professeur Marc-Henry Soulet et Jean Paul Payet, expliquent les rapports entre les institutions et leurs usagers (en situation de vulnérabilité) pour comprendre les processus de requalification des individus ou des groupes.
Dans la notion, la vulnérabilité est considérée comme un contexte d'épreuve, comme une circonstance ou une situation à dépasser selon la manière d'agir. L'acception « faible » se comprend dans un rapport de domination qui inscrit un étiquetage social. La faiblesse se représente comme une « disqualification ordinaire » qui freine l'accès à un statut juridique dans un système social ; ou comme un résultat de « catégorisation de l'action publique » (Payet 2008 : 9)

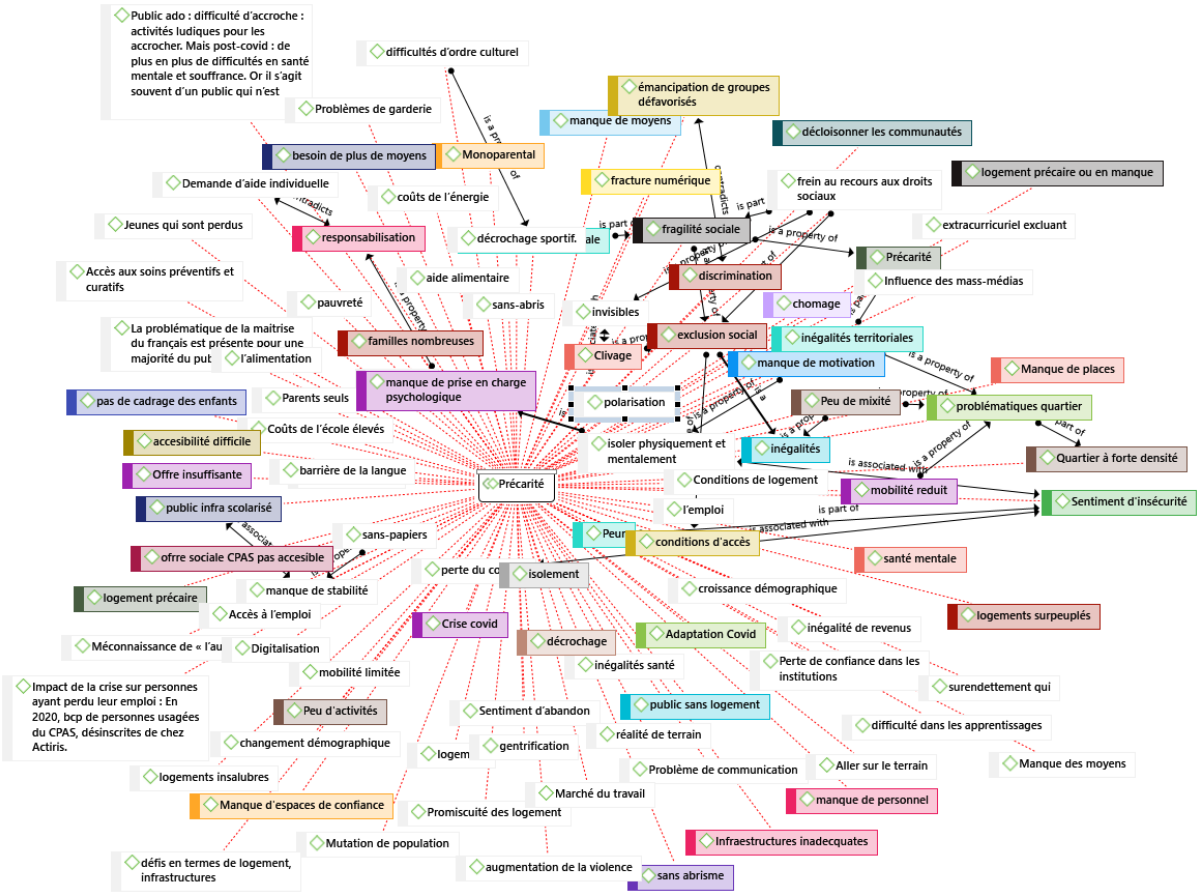
L'auteur explique que les possibilités de changement ou de transition d'une situation de vulnérabilité à une situation plus stable, se relationne avec l'autonomisation des individus.

Il est possible de franchir la frontière, soit se réintégrer ou se requalifier quand les acteurs « élèvent leur voix ».

Dans l'analyse des situations de vulnérabilité, Viviane Chatel et Marc Soulet (Chatel et Soulet 2003) ont étudiés les différentes façons d'agir des individus quand ils sont soumis à une situation difficile qui les rends vulnérables. Ils ont pu observer comment les individus ont différentes façons de répondre : le procès peut se réduire à une adaptation à la situation « faire avec », à une attitude de confrontation ou de résistance « faire front » ou donner lieu à une attitude qui permets de transformer la situation vulnérable en une situation plus stable ou réintroduire la prévisibilité ; « faire face et s'en sortir » :

> *« Faire face, comparativement, c'est non seulement développer une activité de gestion du discrédit et de détournement ou de neutralisation de la stigmatisation, mais c'est aussi et surtout engager un processus de réflexion conduisant à la reconnaissance de la problématique de la situation vécue ». (Soulet 2003 : 190).*

Au départ de ces points de vue et analysant la complexité de la situation dans notre commune, nous pouvons comprendre comment les situations de fragilités sociales sont des enjeux individuels et collectifs qui demandent d'abord un travail de reconnaissance de la problématique et la mise en place d'un accompagnement qui agit en pro de l'autonomisation des individus.



Analyse du réseau des relations autour de la catégorie précarité construit à partir du le logiciel l'atlas. Ti

Les conditionnements psychosociaux dans l'accompagnement des enfants :

A l'intérieur des foyers, les acteurs sociaux ont pu identifier les phénomènes complexes qui agissent sur la santé mentale des foyers précarisés qui sont souvent aussi dans un processus d'isolement. Les situations de violence intrafamiliales se multiplient, pendant que le cadrage des enfants devient restreint. Le retard dans l'apprentissage de la langue et les difficultés dans les apprentissages agissent sur le décrochage scolaire.

Les écoles représentées et les associations de soutien scolaire, expliquent par exemple, sur base de leurs observations de terrain, comment les difficultés d'apprentissage ont une relation importante avec les conditions de vie. Plus les familles se retrouvent en situation de précarité, plus le risque de décrochage scolaire est important. Malgré le constat du besoin

d’une aide personnalisé et d’une prise en charge des enfants et des foyers en difficulté, les services n’arrivent pas à faire face.

Le manque de moyens humains pour l’accompagnement des enfants, d’infrastructures et de finances, cela représente déjà des défis importants auxquels ils n’arrivent pas à faire face, tel que l’explique le service Atelier temps libre (ATL) communal :

« Il ressort de notre enquête que la réussite scolaire est un souhait tant des enfants (niveau primaire), des parents que des équipes pédagogiques et que l'accompagnement, le soutien en dehors des heures de classe prend une place de plus en plus importante. Les demandes sont aussi multiples que les besoins et les ressources financières et intellectuelles des familles : cours particuliers, soutien scolaire léger ou approfondi en dehors de l'école ; études surveillées ou dirigées dans l'école.

Il existe une législation sur les devoirs, mais elle n'est pas toujours respectée et les enfants plus lents ou qui n'ont pas compris la matière ont des exercices à finir. Selon moi, l'offre des écoles de devoirs n'est pas assez importante. Je suis aussi étonnée qu'il n'existe pas de structure externe qui puisse accueillir les enfants tous les jours. Je suis persuadée qu'il y a des familles pour qui ce serait bénéfique. Les écoles communales qui bénéficient d'un subside en encadrement différencié (FWB) déclarent avoir besoin de plus de moyens. L'école Jacques Brel a une aide communale supplémentaire aux autres (organisation de master classes par des enseignants après la classe) et ce n'est pas suffisant. Les écoles qui n'ont pas accès à ce subside constatent que les besoins pour accompagner les enfants sont de plus en plus pressants, mais ils n'ont pas de moyens supplémentaires

A l'exception de l'école Arbre ballon, toutes les écoles communales ont introduit des projets dans le cadre du DAS (perspective Brussels). Certaines responsables de l'accueil constatent que de plus en plus d'élèves quittent l'école après la classe, surtout depuis que les tarifs ont augmenté au niveau des garderies. Du côté du réseau libre, les écoles Notre Dame de Lourdes, Saint-Michel et Prés Verts évoquent aussi des besoins insuffisants et des familles n'ayant pas les moyens financiers pour payer l'aide nécessaire. On peut espérer que la réforme des rythmes scolaires dans le cadre du pacte d’excellence modifiera l'attente des écoles par rapport aux travaux à domicile. Au niveau des activités, peu d'associations pratiquent un tarif accessible financièrement, sauf l’Abordage et le Centre d’entraide de Jette.

Beaucoup d'autres disent qu'ils baissent leur prix lorsque c'est nécessaire, au cas par cas, mais encore faut-il, pour un parent, oser aborder sa situation difficile...les plaines organisées par la commune sont actives durant 9 semaines (printemps + été). Le coût est proche de 50 € / semaine et un tarif réduit voire la gratuité sont possibles. Cependant, durant les autres congés, les parents doivent se débrouiller. Les écoles communales offrent un accueil dans des

conditions presque similaires pour les élèves inscrits, mais cela ne mixe pas les enfants issus de milieux différents ». (atl. Commune de Jette)

La lecture du système de catégorisation, montre comment la problématique psychosociale du public enfant déterminé par la détresse psychologique, se manifeste à travers les difficultés d'apprentissage et se concrétise, tel que décrit, dans le décrochage scolaire et l'isolement physique et mental des enfants.

La détresse psychologique s'explique par des pathologies spécifiques, liées à la déficience intellectuelle, aux troubles de l'apprentissage et à la phobie scolaire ; tous déclencheurs du décrochage scolaire. La problématique, touche le milieu scolaire, le réseau associatif et les foyers, qui manifestent le besoin d'un prise en charge spécialisée nécessaire et très réduite sur le territoire.

« D'une simple sensation de malaise indéfinissable à une véritable peur panique, chacun de nous a déjà éprouvé une sensation d'angoisse, dans des situations de la vie quotidienne (entretien avec un supérieur hiérarchique, examens...) Ou dans des situations d'exception où sa propre vie est en danger. Le milieu scolaire, lieu d'apprentissage tant sur le plan intellectuel que social, se révèle être un des lieux privilégiés d'expression de l'anxiété, qu'elle soit directement générée ou plus simplement révélée par les multiples facettes de la vie scolaire ». (marra, d.,2019)

Tel que l'explique la notion *de phobie scolaire*, le rationnement avec les autres devient une interaction difficile, et les cas se multiplient sur le territoire.

Pour les familles qui souffrent déjà d'une distanciation sociale, avec des enfants en décrochage scolaire, la situation génère l'insécurité et la peur.

Les associations expliquent comment dans leur champ d'action les questions de l'accompagnement dépassent la capacité de leurs services :

« Le manque de places à l'école des devoirs de la maison de quartier l'Abordage pour le soutien scolaire, les loisirs, le temps libre, la population ne fait qu'accroitre. Il est urgent de renforcer ce qui réponds aux besoin des familles ». D2 :13 l'abordage.

Par rapport à la distanciation sociale, la barrière de la langue et la situation sanitaire liée au covid 19, représentent des enjeux importants dans la compréhension de la problématique, raison pour laquelle nous reviendrons avec une analyse plus approfondie, donnée par le système de catégorisation.

4.2. L'accompagnement de jeunes et d'adolescents :

Le travail de diagnostic, en relation à la problématique des jeunes et des adolescents, montre la difficulté de toucher en général les jeunes en tant qu'usagers, car les détresses d'ordre psychique et socio culturel demandent une approche commune plus spécifique.

Une des caractéristiques, la plus parlante de cette population, est son enfermement. L'isolement physique et social entraîne des répercussions importantes sur la santé mentale et la vie sociale :

Les jeunes « perdus » sont en augmentation, c'est une acception fréquente dans le discours des institutions par rapport aux jeunes. Le terme peut s'interpréter comme une rupture avec son milieu familial et social et comme une détresse au niveau de l'individu.

Au niveau social, il est possible d'observer comment les répercussions des conditionnements socio-économiques agissent sur le sentiment de sécurité et influencent une perception d'abandon, assumée à travers le renfermement et la perte du contact.

Au niveau individuel, il est possible de détecter des troubles de l'apprentissage, un décrochage scolaire et sportif, le développement de la ludopathie, le sentiment de peur et la perte de confiance en soi, la dépression.

Le service de prévention urbaine, le rapport aux jeunes est problématique. Comment faire pour les approcher et créer du lien avec eux. Pendant la crise sanitaire, les jeunes sortent plus rarement et se retrouvent de moins en moins sur l'espace public :

> *« La principale problématique actuelle, et de plus en plus marquée par l'augmentation des signes de dépression chez les adolescent.e.s et le manque de confiance en soi chez des jeunes qui se renferment de plus en plus sur eux-mêmes et chez eux. Cet enfermement implique une difficulté à « accéder » à ce public, qui de facto ne se retrouvera pas sur l'espace public. L'enjeu est de garder ce constat à l'esprit et de renforcer/favoriser les moyens d'accéder à ces profils plutôt isolés/fragiles afin de pouvoir les intégrer au sein d'activités collectives. » service de prévention d1 :60.*

L'intégration des jeunes dans les activités collectives est complexe, cela est lié au clivage social des groupes ou aux représentations sociales que les jeunes établissent sur les autres jeunes :

> *« Dans cette même idée, bien que de façon plus générale, une des difficultés tient également dans l'approche de jeune adolescentes, et l'intégration de ces dernières dans des activités collectives. En effet, pour des raisons culturelles et/ou en raison de certains stéréotypes ancrés dans les mœurs, certaines jeunes adolescentes sortent plus rarement du domicile et se retrouvent de ce fait moins sur l'espace public ». Service de prévention urbaine d 1 :65.*

Le service de prévention urbaine explique qu'en plus de l'isolement chez les jeunes, le mieux vivre ensemble est mis à mal et cela s'est accentué avec la crise sanitaire :

> *« la tendance est le raccourci simpliste du « nous Vr eux » fait partie intégrante de leurs discours. Ce phénomène met à mal le vivre ensemble car il met au centre de la parole les différences : d'origine, communautaires, d'orientation sexuelle, … comme source de tension et non comme richesse ; ce qui a pour conséquence le renforcement de certaines discriminations » d1 : 69*

Les stigmates ou les stéréotypes ont fait débat chez les participants à l'enquête. Ils ont exprimé le marquage social qui pèse sur les quartiers ou habitent les personnes défavorisées à Jette en général, et en particulier sur les groupes sociaux tels que les jeunes.

La polarisation du discours des jeunes et son manque d'engagement dans la vie sociale, peut se traduire comme une manière de détourner le stigmate qui pèse sur eux dans sa quête pour retrouver leur identité.

Howard Becker, dans son étude sur la déviation sociale et sur les sujets qui sont hors-normes, les jeunes et les incivilités, explique comment l'étiquette de la déviation construit, d'une part, un lien réciproque entre les personnes qui sont ainsi qualifiées, et d'autre part, l'expérience d'être étiquetés comme étrangers au groupe, c'est à dire une identité (Becker 1985 :33).

Si nous observons ces conditionnements sociaux dans l'espace des quartiers en fragilité à Jette, la situation d'isolement social, (soit par repli identitaire ou par la crise sanitaire) peut construire pour les habitants une relation commune les unissant. Ils partagent l'expérience d'être ou de « se sentir des étrangers à la ville », d'être disqualifiés pour leurs conditions de précarité, pour être usagers d'assistance sociale, pour être au chômage ou simplement pour le fait d'être jeune.

Désormais, les conditions défavorables peuvent se convertir en une opportunité de travail collective pour détourner le stigmate et construire une solidarité de groupe. Ervin Goffman, explique ainsi comment les personnes stigmatisées peuvent détourner le marquage social à travers l'auto-organisation.

La dynamique de groupe construit une image d'identité, leur permettant de trouver des réseaux d'entraide, de soutien et de réconfort, lesquelles peuvent transformer le stigmate en solidarité (Goffman 1975 : 32). Il remarque que le groupe constitue un ensemble qui regroupe des individus pareillement situés, où l'individu trouve le lieu de sa catégorisation au sein de la structure de la société. « L'un de ces groupes n'est autre que l'agrégat formé par les compagnons d'infortune de l'individu stigmatisé » (Goffman 1975 :132).

D'un autre côté, il explique que les personnes stigmatisées en tant que groupe, peuvent sembler, si elles sont vues de l'extérieur ou à travers leur propre regard, unies dans l'espace et dans le temps, en une communauté unique en son genre, qui entend bien devoir se défendre (Goffman 1975 :135)

Il est évident l'importance du contact social pour lutter contre l'étiquetage social, la problématique prend une autre dimension pour les jeunes, quand la vision de groupe se ferme, par de l'isolement social, mais aussi par les problématiques que les jeunes doivent assumer à l'intérieur de leurs foyers.

4.2.1. Conditionnements socio-spatiaux :

Le milieu socio-économique de la population jeune en difficulté à Jette, est fortement influencé par les dynamiques d'exclusions sociales et les inégalités territoriales. La détresse de cette population est associée autant aux conditions de précarité de leurs foyers souvent en surpeuplement, qu'au manque d'une prise en charge rapprochée qui permettrait un renforcement de ces compétences de base.

Cela s'explique au travers de sa fragilité et du manque d'un projet institutionnel qui permettrait une approche de sensibilisation et de renforcement des compétences de base.

4.2.2. Le regard institutionnel sur les jeunes :

Le rapport entre les institutions et le jeune public devient de plus en plus complexe. Le manque de cohérence du projet institutionnel et la faiblesse du lien de confiance avec les jeunes, agit au détriment de la participation et de l'engagement des jeunes.

D'un côté, on peut observer comment les jeunes ont besoin d'une approche plus spécialisée qui puisse les motiver et les sortir de leur renfermement. De l'autre côté, les institutions manquent de moyens structurels, infrastructurels, de moyens humains et financiers pour prendre en charge ce public.

Par rapport au manque de moyens structurels, il est représentatif du manque de capacité institutionnelle à prendre en charge, et de manière personnalisée, des jeunes en détresse ; mais aussi le manque de synergie et de projet commun pour faire face aux situations des jeunes, en constant changement. L'offre actuelle et sa qualité, reste superflue, par rapport aux vrais besoins de ce public, avec des difficultés d'apprentissage et d'interactions sociales spécifiques.

Du côté infrastructurel, on peut observer, que malgré la densité de la population et leurs besoins, les espaces pour les jeunes au niveau de la commune sont très restreints et pas adaptés à leurs besoins spécifiques. Cela fait quelques années que les jeunes souhaitent avoir une « maisons des jeunes ». Il y a beaucoup d'espaces verts à Jette mais les jeunes ne sortent pas de leurs quartier. Il y a aussi une rupture de confiance envers les politiques, dans le sens que pendant les élections communales, beaucoup de choses « promises » et pour finir pas grands chose « de fait » à leur yeux.

Du côté humains et financiers, les associations qui opèrent avec des bénévoles, ont de plus en plus de mal à les garder, il y a une concurrence entre associations car certaines de celles-ci offrent un défraiement plus élevés aux bénévoles. Comme la plupart des bénévoles sont pensionnés et ont une petite pension, cela leurs permet d'arrondir les fins de mois. Donc, ils choisissent les associations qui les rétribuent.
Les institutions, ne peuvent pas se permettre d'engager plus de personnel pour aider les associations qui font un super travail sur le terrain.

4.3. Adultes en apprentissage de la langue française :

4.3.1. Les caractéristiques psychosociales :

L'analyse décrit un public conditionné par des difficultés d'ordre socio-culturel qui ont un impact significatif sur l'individu et ses relations dans la vie sociale.

On peut observer comment le rapport entre les institutions et les usagers est problématique et marqué par une relation asymétrique, qui génère un « sentiment d'insécurité » et d'abandon. Le manque de confiance dans les institutions et la peur agissent en tant qu'éléments qui renforcent les situations d'isolement et déclenchent des situations particulières de détresse sociale.

Il est significatif de signaler, comment dans les retours que reçoivent les associations de la population en apprentissage de la langue, des réponses sociales, telles que le manque de motivation, d'empathie ou d'engagement sont un dénominateur commun. La barrière de la langue affecte tous les échanges orientés vers l'intégration à la vie sociale de la commune. La situation pandémique à fortement accentué la problématique, raison pour laquelle nous avons construit une catégorisation spécifique pour se rendre compte des impacts de ce phénomène sociétal.

Si la perte de contact influence tous les rapports de la vie sociale, elle exerce aussi une forte influence sur la santé mentale de cette population, dont la prise en charge est insuffisante. Les pratiques autour du français sont des éléments fondamentaux dans l'interaction de la vie sociale. Si les conditionnements socio-spatiaux peuvent servir à illustrer la complexité des interactions au tour de la vie urbaine, l'apprentissage de la langue, en tant qu'élément d'intégration, met en évidence le besoin d'une approche qui puisse contribuer à franchir les frontières de la ségrégation socio-spatiale et les inégalités vers l'émancipation des groupes défavorisés.

Blokland et Savage (Blokland et Savage 2008), décrivent dans ce sens, la notion d'urbanisme en réseau, comme une logique qui permet aux individus d'agir en pro de la transformation de ces conditions de vie à travers l'autonomie apprise dans l'autogestion et de la création des liens importants avec des autres groupes sociaux ; la revendication des droits et de la génération de pratiques économiques solidaires.

La problématique de l'apprentissage de la langue française, du point de vue des associations peut s'interpréter comme un conflit entre des moyens limités pour l'apprentissage et l'exercice de la pratique. Ces conditionnements sont autant infrastructurels, que humains et pédagogiques. Les associations expriment clairement leur difficulté à s'adapter aux conditions spécifiques de la population en fragilité.

Par rapport aux limitants d'ordre infrastructurels : le manque d'équipements collectifs spécialement adaptés à l'apprentissage du français et accessibles aux publics en besoin est un des principaux obstacles pour les associations. La réalité de terrain, montre comment le manque de locaux adéquats fait partie de leur lutte quotidienne, situation qui éloigne aussi le public qui est à la recherche *d'espaces de confiance.*

Par *espaces de confiance*, les associations expliquent que cela est un plus d'avoir des locaux convenables, il est nécessaire d'établir un lien sécurisant qui permet de s'approcher et s'engager dans la vie sociale de leur quartier :

> *« le faible nombre d'espaces de confiance, où le public peut un temps s'éloigner des injonctions externes et peut développer sa propre place afin de s'autonomiser » d2, 2 :33*

Nous pouvons observer l'idée d'autonomisation, de surmonter une situation de fragilité sociale, qui est liée au besoin de consolider des espaces de confiance, lesquelles sont décrits aussi dans la suivante citation, en tant que « espaces d'écoute » :

> *« (…) pas mal de personnes sont plus conscientisées à l'importance de prendre du temps de s'écouter (…) les gens vivent encore plus dans la peur, dans l'angoisse et que cela rend le chemin de la confiance, de la découverte plus long encore » d8, 8 :3*

Cette confiance, s'explique aussi dans le besoin de requalifier l'espace public pour qu'il devienne aussi un espace neutre, qui permet aux individus de s'exprimer en dehors de leur foyer, et ainsi d'amoindrir l'impact du repli identitaire, tel qui l'explique une autre association :

> *« certaines communautés éprouvent des difficultés à s'ouvrir aux autres, un contrôle social de la communauté sur les femmes, difficultés de genre, place des femmes dans l'espace public. Les mamans souvent parlent devant l'école bien après avoir déposées leurs enfants, un lieu neutre » d6, 25 :66*

Le manque de moyens se reflète aussi, dans l'absence d'une approche commune et d'un contact plus adapté. Cette problématique agit dans un environnement ou la confiance dans les institutions est abrégée par la peur et le sentiment d'exclusion :

Par rapport au personnel, le milieu associatif explique comment le nombre d'accompagnateurs est insuffisant et pas adapté à un public fragilisé.

Une association explique par exemple l'écart entre les besoins des usagers et l'offre qui devient non adapté :

> « notre public est très mixte, en fonction des activités il peut plus au moins être homogénéisé. Un certain nombre de personnes auraient besoin de suivi social, psychologique, mental ou humain et nous n'avons pas de personnel pour prendre ça en charge, ce qui limite leur nombre et la mixité ainsi que la qualité de notre travail » d3,3

Dans ce sens, les associations évoquent les difficultés à trouver des personnes qualifiées, mais aussi un manque de formations adaptées pour leurs employés.

L'offre des cours proposées, est aussi qualifiée d'insuffisante (listes d'attente).
En ce qui concerne les contenus, les acteurs expliquent qu'ils leur manquent des outils pédagogiques interactifs et digitalisés ce qui permettraient « *une pratique du français de façon ludique »*, nécessaire pour renforcer les compétences de base.

Les acteurs du secteur expliquent la difficulté de s'adapter aux conditions des familles, spécialement aux familles monoparentales. Le manque de possibilités de garde pour les enfants et ou d'un soutien individuel sont de bons exemples.

Les enjeux de la cohésion sociale dans notre commune, dépassent la capacité des acteurs sociaux, il est important d'introduire une réflexion sur le besoin de l'autonomisation des populations vulnérables et le besoin de renforcer la capacité d'accueil des associations.

Pour contextualiser ce besoin, nous aimerions introduire la réflexion sur la théorie du bien-être, développé par Amartya Sen à travers la notion de *capabilités*. Pour l'auteur, les personnes doivent être respectées dans leur dignité, comprise comme la liberté qu'elles doivent avoir pour pouvoir choisir le type de vie qu'elles veulent vivre.

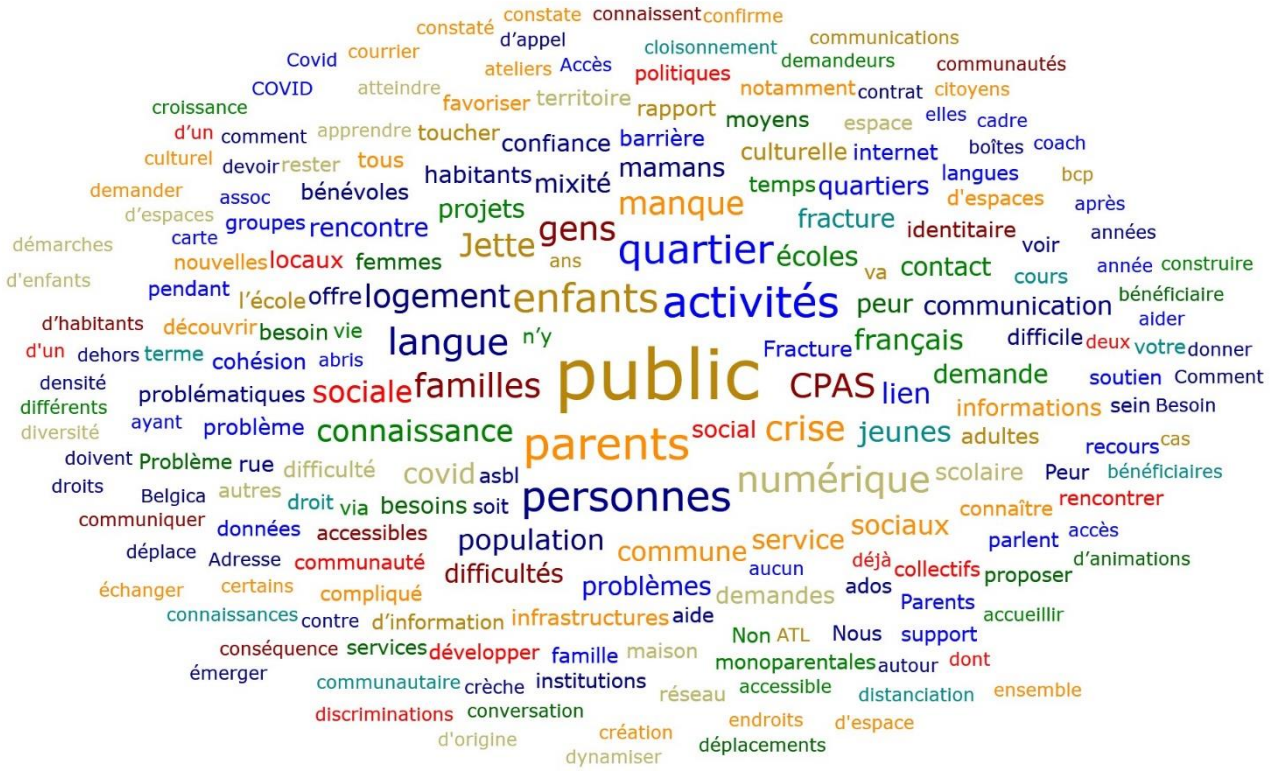
Dans sa conception, le développement doit se centrer plus sur le renforcement des capacités humaines que sur l'augmentation du P.I.B. plus que des agents du processus de production et de reproduction du capital, les êtres humains ont de la valeur en soi et c'est ainsi que les *biens* doivent être considérés comme des ressources, comme des outils de réalisation un projet de vie et pas comme une fin en soi. Le concept de capacités se comprend ainsi comme ce qu'une personne peut être ou faire de sa vie, à la différence de ce qu'une personne peut avoir (possession des biens).

Cette conception est dérivée à celle *de fonctionnement*, qui parle de la capacité des réalisations qu'une personne peut accomplir dans son parcours. Ces fonctionnements peuvent être directs (être bien nourri, en bonne santé, bien intégré dans leur espace social) ou indirects (insertion sur le marché de l'emploi; les compétences sont considérées comme un capital). Cette position met en évidence la notion de qualité de vie, comprise comme la capacité d'une personne à réaliser des fonctionnements importants dans sa vie.

L'auteur souligne l'importance de la liberté et de la participation démocratique dans la conception des politiques publiques, comme des processus qui permettent de comprendre les besoins des populations les plus vulnérables. Le renforcement des capacités peut alors être compris comme une logique permettant la transformation des biens en libertés.

4.4. Le mieux vivre ensemble ou la recherche du compromis citoyen

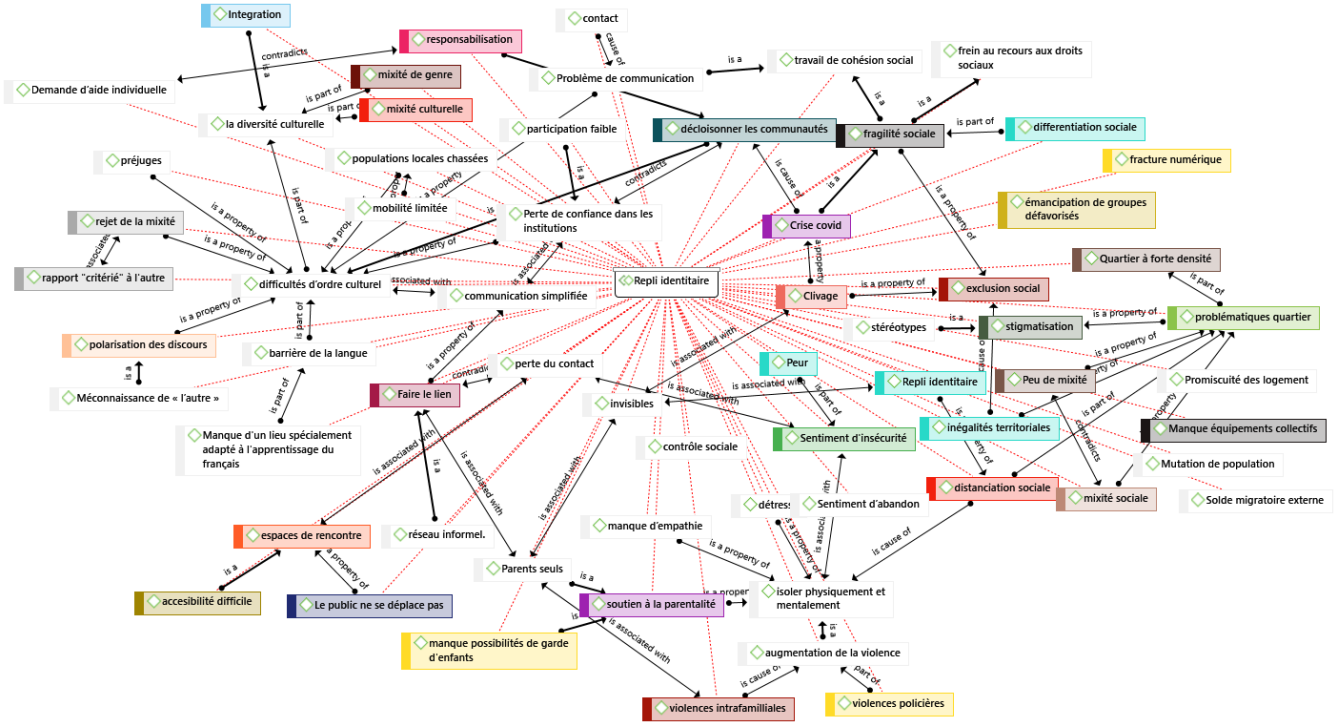
Dans notre analyse, le repli identitaire est une question très sensible au cœur du discours des acteurs sociaux. Le système de catégorisation nous a montré un ensemble de dynamiques qui interagissent de manière complexe, pour décrire et expliquer ce phénomène dans notre commune.



Word cloud autour de la notion de repli identitaire, construit à partir du logiciel l'atlas. Ti

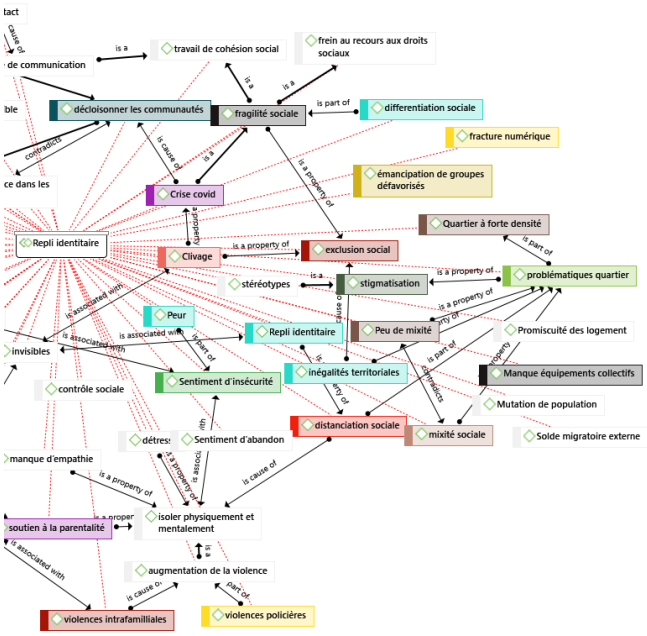
Nous pouvons interpréter comme cette notion se représente à travers des conditions sociétales qui fragilisent la population, mais aussi à travers les dynamiques socio-culturelles qui font partie de la vie sociale jettoise. Le repli identitaire détient ainsi une relation intrinsèque avec les inégalités sociales et la fragilisation de la population, avec la perte de confiance dans les institutions et avec la compréhension des défis autours de la diversité culturelle.

Dans ce sens, la cohésion sociale doit se comprendre comme un processus de concertation citoyenne dans lequel la responsabilisation collective et individuelle sont mises à l'épreuve face à la compréhension de la différence.



Analyse du réseau des relations autour de la catégorie repli identitaire construit à partir du le logiciel l'atlas. Ti

Comme nous l'avons expliqué, les enjeux qui sont à l'origine des inégalités structurelles, se spatialisent dans les zones où habitent les personnes les plus vulnérables. La logique d'exclusion sociale que génère l'isolement physique et mental des individus, cela génère une violence, ce qui explique le schéma.



Zoom sur les dynamiques d'exclusion sociale en rapport à la catégorie de repli identitaire construit à partir du le logiciel l'atlas. Ti

La ségrégation socio spatiale est une dynamique commune à la ville et largement étudiée par la sociologie urbaine. Les espaces fragiles sont souvent caractérisés par la stigmatisation et l'exclusion sociale de ces habitants, situation qui a pu constituer le principal obstacle à leur reconnaissance comme parties importantes de la ville.

Gordon Alport, (Allport 1954) explique que la ségrégation est une forme de discrimination qui limite spatialement un groupe social déterminé tout en accentuant la situation de désavantage. Malgré la situation d'exclusion et leur isolement social, à l'intérieur de ces espaces urbains, peuvent se recréer des dynamiques solidaires importantes qui peuvent contribuer à détourner le marquage social à travers de l'auto-organisation.

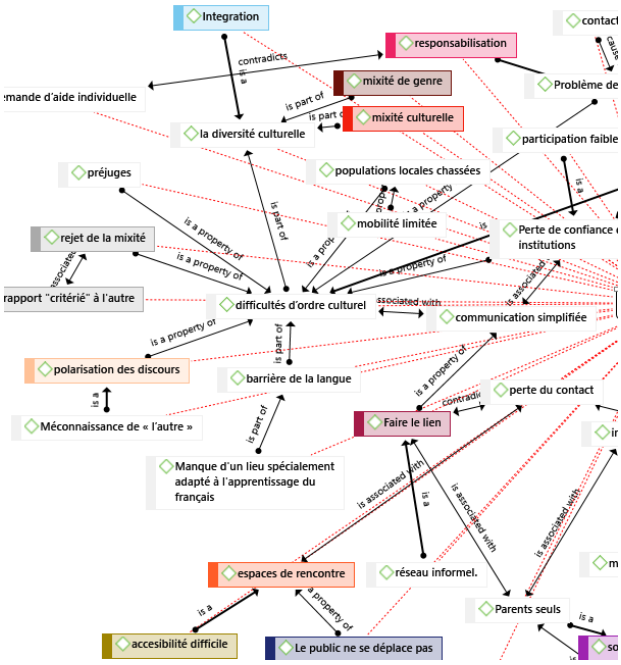
Hernandez (2016) explique à travers la notion de *quartiers agrégés*, comme ces espaces sont nécessaires dans nos villes contemporaines, car ils représentent une opportunité d'intégration pour les personnes fragiles, face à une ville qui cherche à être inclusive, mais qui n'a pas de capacité d'accueil.

« Quant à leur capacité d'agir, de nombreux quartiers, secteurs ou zones – caractérisés par les conditions de vie défavorables de leurs habitants, de leurs logements et de leurs espaces publics – peuvent recréer des conditions d'autogestion, laquelle, plutôt que de fournir une solution de logement à faible coût, favorise le renforcement de l'identité et le sens de communauté. Ce processus (…) désigne une interaction dans laquelle une partie historiquement ségrégée et non reconnue par la ville (un quartier ou un secteur) reprend sa place, (…), à la suite de la volonté politique d'aménager ces espaces et de les connecter, mais aussi par la force de l'organisation sociale des quartiers qui leur ont permis de reprendre leur place dans la ville ». *Hernandez, 2016 : 14*

Les dynamiques de groupe permettent de construire une image d'identité, trouver des réseaux d'entraide, de soutien ou de réconfort, qui peuvent transformer le stigmate en solidarité.

Dans notre cas à Jette, et tel qu'observer dans le schéma, les habitants en situation de vulnérabilité s'isolent et le contact social se problématise. Les acteurs sociaux parlent d'une difficulté à communiquer avec les habitants et entre eux. Ils expliquent la perte de confiance dans les institutions qui produits du stigma et du « frein aux droits et recours sociaux » où « les populations locales sont chassées ».

Dans ce sens, et tel que le montre le schéma de catégorisation, *les difficultés d'ordre culturelle,* sont en relation directe avec la *problématique du contact social.*



Zoom sur la notion de difficultés d'ordre culturelle en rapport à la catégorie de repli identitaire construit à partir du le logiciel l'atlas. Ti

La théorie du contact développée par Gordon Allport, explique les logiques relationnelles à l'intérieur d'un groupe. De multiples variables influencent les formes de contacts entre les individus, produisant des relations (Allport 1954 : 290). Selon les conditionnements socio-culturels dans lesquels s'inscrit un groupe social déterminé, le contact s'explique par la façon dont les relations sont établies. Le type de contact, la taille du groupe, la fréquence du contact et la personnalité des individus (de leur préjugé, de leur caractère comportemental, de leur expérience de vie, des stéréotypes qu'ils construisent, de leur âge ou de leur niveau d'éducation). L'auteur définit les différentes formes qui peuvent s'inscrire dans le contact : fortuit, résidentiel, professionnel, récréatif, civique, religieux, politique, et aussi des attitudes de bonne volonté.

Dans l'analyse, les associations se préoccupent du manque d'investissement des habitants et des difficultés à mobiliser leurs publics. Le rejet de la mixité, polarisation des discours, la participation faible, sont des phénomènes qui peuvent se comprendre comme formes de stigmate.

Blokland et Savage (Blokland et Savage 2008), expliquent comment le manque de sentiment d'appartenance à un lieu où à son lieu d'habitation, peut se traduire comme un *sentiment d'auto-exclusion*, car les étiquetages sociaux construits autour des lieux et sur les personnes qu'y habitent, font que les gens ne veulent pas être considérés comme des « exclus » ou des « marginaux », raison pour laquelle ils ne s'engagent pas dans des projets qui pourraient améliorer leur qualité de vie. Une association définit cette situation comme « le cadre de la vie en groupe non appris »

> *« L'investissement du stigmate fait que les habitants prennent du recul par rapport à l'espace physique étiqueté, ce que représente leur manque d'engagement, car ils ne veulent pas que leur image soit affectée par le fait qu'ils vivent à cet endroit, ni être reconnus comme faisant partie de celui-ci » Hernandez, 2016 : 318*

Pour comprendre ce phénomène, il est nécessaire d'approfondir la question de la proximité physique et les formes du contact social. Talja Blokland (Blokland 2008) explique, que la création de relations sociales se définit par les formes de communication qui s'établissent et par les engagements qui s'acquièrent, et pas par la proximité physique.

Tel que l'explique Gordon Allport, le type de contacts qu'établissent les personnes pour la réalisation d'actions conjointes, exercera une influence sur les changements d'attitude.

> *« L'empressement coopératif pour atteindre l'objectif engendre la solidarité. De même, dans les usines, dans les voisinages, dans les unités de logement ou même dans les écoles, la participation commune et les intérêts communs sont plus efficaces que l'insignifiant contact se faisant socialement d'égal à égal ». (Allport 1954 : 305)*

L'espace du quartier peut permettre la création de liens d'appartenance. Désormais tel que l'argumente Talja Blokland, la proximité physique ne garantit pas la création des liens importants. A travers la notion de *familiarité publique*, l'auteur argumente que la construction d'interactions dans un espace physique, s'établit au-delà des vies des individus, sans signifier pour autant un engagement dans la vie sociale du lieu :

> *« Dans les quartiers urbains, cette forme d'interaction (familiarité publique) permet aux habitants de se sentir reconnus et de reconnaître leur environnement, en créant une zone de confort. C'est ainsi qu'ils expérimentent un sentiment d'appartenance pour le lieu qu'ils habitent,*

même si les relations sont superficielles, s'ils ne s'engagent pas, s'ils n'entretiennent aucun lien avec leurs voisins, ou s'ils n'aiment même pas le lieu où ils vivent. Blokland (2014 : 1155)

Dans ce sens, les lieux d'habitation peuvent produire une *familiarité publique* et générer une *zone de confort* qui peut permettre de développer un certain sens d'appartenance, sont les formes de communication résultantes et les accords socioculturel qui permettront de construire des relations.

On peut observer que les initiatives solidaires se multiplient dans notre territoire tout en générant un contact de bonne volonté. Désormais, l'amélioration des conditions de vie qui permettra réaliser des fonctionnements importants pour les habitants, pourra être un premier pas pour retrouver la confiance dans la dignification des personnes en situation de vulnérabilité.

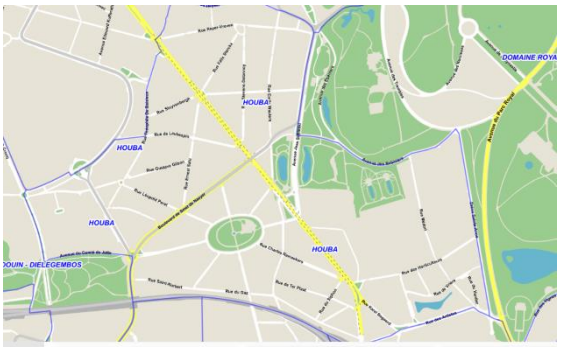
V. UN REGARD SUR LES QUARTIERS PRIORITAIRES A JETTE : ANALYSE DES DYNAMIQUES SOCIO SPATIALES AUTOUR DE L'ACCOMPAGNEMENT.

La Commune de Jette est divisée en deux parties, le nord et le sud.

Le nord est divisé en 3 quartiers : le Heymbosch-UzVUB, Heysel et Houba.

Le sud est divisé en 3 autres quartiers : Jette centre, Woeste et Basilique.

5.1 Quartier Houba



Description du quartier :

Ce quartier est limitrophe à Laeken, quartier plutôt résidentiel, mais une partie de ce quartier est composé de grands bâtiments avec une population dense de classe moyenne (revenu imposable médian de déclaration est de 18627 = indicateur préoccupant mais pas rouge). Aucune association jettoise n'est implantée dans ce quartier, sauf une maison d'accueil pour jeunes aidants proches, qui est situé Boulevard De Smet de Nayer, 578 à Laeken dans le même boulevard, le trottoir d'en face c'est Jette .

Les habitants se déplacent à Jette ou à Laeken en fonction de leurs besoins, par exemple :

En ce qui concerne les écoles des devoirs, ils se déplacent vers nos associations jettoise. En ce qui concerne la santé (Hôpital Brugmann) et certaines écoles, ils se déplacent à Laeken.

Dans l'étude de programmation on peut observer une sous offre du P1 et P2 par rapport à l'offre Régionale.

Nous avons pu observer que la population se déplace facilement vers le centre de Jette, nous avons l'avantage d'être une commune avec un bon réseau de communication (Bus, Tram, Métro).

Pour les données complémentaires, les indicateurs soulignent la préoccupation des 0-11 ans, des nouveaux états membres de l'U.E, et des mères seules.

Pour les enfants de 0-11 ans :

0-3 ans : tous les milieux d'accueils sont concentrés vers le centre de la commune, les familles s'y déplacent facilement. Mais l'administration communale est bien consciente qu'il y a un manque accru de place dans les milieux d'accueils « hors » centre de Jette. Celle-ci est en réflexion pour la création de places supplémentaires avec un investissement dans de bâtiments vide afin de pouvoir entrer des projets de futures crèches quand il y a un appel à projet à l'ONE lors du plan cigogne.

Une future crèche verra le jour dans les Jardins de Jette, quartier situé près de l'UZVUB.

3-11 ans : toute les écoles sont concentrées vers le centre, sauf une école vers le quartier « Arbre Ballon » et trois écoles près de l'UZVUB. (2 écoles (1 fr & 1 nl Avenue du Laerbeek et 1 école rue Bonaventure)

Les parents se déplacent facilement vers le centre et d'autres inscrivent leurs enfants dans les écoles de la commune de Laeken.

Pour les nouveaux états membres de l'U.E :

Ils ont plus de facilité pour obtenir des papiers, etc. Pour les autres migrants, le processus est plus compliqué.

En termes de mixités : ce quartier est plutôt européen. Les hors union européenne se retrouve dans le quartier Woeste.

Attention : il faudra réévaluer car l'après covid et la guerre en Ukraine risque de plonger la classe moyenne dans la précarité (factures en énergie élevée, etc.)

Données de l'étude de programmation :

Indicateur synthétique de difficultés scolaires ***(D1 = faible ; D10 = élevé)***	D7	
Retard scolaire ***(Moyenne régionale 14,5%)***	13%	
Priorisation du quartier en offre P1 par rapport au besoin ***(Décalage Besoin-Offre (régional))***	**Sous offre (3)**	
Besoin en apprentissage du français et en alphabétisation ***(Nombre de demandeurs d'emploi infra-diplômés)***	502	
Priorisation du quartier en offre P2 par rapport au besoin (Décalage Besoin-Offre ***(régional))***	**Sous offre (3)**	
Indicateur de mixité culturelle ***(Nombre de nationalités à considérer pour obtenir 70% de la population)***	4	
Indicateur de mixité socio-économique ***(Mixité socio-économique (1 = faible mixité ; 10 = élevé)***	5	

Données complémentaires :

Part des 0-11 ans dans la population totale (%)	19,13	
Part des 12-17 ans dans la population totale (%)	7,66	
Part des ménages monoparentaux dans le total des ménages privés (%)	13,56	
Part des nouveaux états membres de l'U.E. (entrées 2004-2007-2013) (%)	10,23	
Part de l'Afrique du Nord (%) :	4,72	
Part de l'Afrique subsaharienne (%)	2,38	
Part des autres pays, (sauf Belgique et Europe) (%)	2,43	
Part des mères seules de 20-49 ans (sur les femmes de 20-49 ans) (%)	14,23	
Part des demandeurs d'emploi dans la population de 18-64 ans (%)	12,69	
Revenu imposable médian des déclarations (€)	18627	
Taux d'emploi (Part de la population active occupée dans la population en âge de travailler) (%)	49,90	
Part des personnes bénéficiant du RIS	4,7	

Besoins très importants
Besoins importants
Besoins moyens

Sous offre
Sous offre importante
Sous offre très importante

Très hétérogène
Très homogène

Indicateur préoccupant
Indicateur très préoccupant

Très supérieur à la moyenne régionale
Supérieur à la moyenne régionale
Dans la moyenne régionale
Inférieur à la moyenne régionale
Très inférieur à la moyenne régionale

Identification de l'offre

Opérateurs de cohésion sociale reconnus par la CoCoF actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
Aucun	

Autres opérateurs de cohésion sociale actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
BRAVVO ASBL sur la ville de Bruxelles	Les jeunes
Prévention Urbaine communale dont le service INTERVALLES fait partie	Les jeunes Gestion des jeunes en décrochage scolaire INTERVALLES : gestion des jeunes en décrochage scolaire.
L'AMO : L'Oranger	Les jeunes primaires et secondaires + les familles.
La maison des jeunes aidants proches	Jeunes de moins de 25 ans
Le réseau néerlandophone (situé près de l'UZVUB).	Aide aux familles que ce soit la santé, logement, etc.

Rencontre avec les opérateurs de terrain locaux

Date de la rencontre : Janvier 2022	
Opérateurs présents :	L'AMO : l'Oranger
	La Prévention Urbaine

Analyse qualitative

La population jettoise se déplacent facilement vers le centre de jette via les transports en commun.

Des associations non reconnues par la CoCoF se rendent vers ce public.

A. Priorité 1 : soutien et accompagnement à la scolarité

Expliquez ici les caractéristiques du public cible composé des enfants et des jeunes et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de cohésion sociale doit apporter une réponse :

Le public des enfants et des jeunes du quartier Houba, se déplacent vers le centre de Jette et Laeken du fait de sa proximité territoriale.
Sous offre du P1, P2 et P4, vu la densité de la population dans ce quartier.

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier en ce qui concerne les enfants et les jeunes (Infrastructure insuffisante, manque d'offre…) :

L'oranger avant covid, allait du côté des bâtiments de l'Arbre Ballon, rencontrer les jeunes qui restaient dans les halls d'entrées afin de créer du lien et de les encadrer.
La prévention urbaine : les éducateurs de rue vont à la rencontre de ces jeunes afin de créer du lien et de pratiquer des activités sportives avec eux.
Bravvo ASBL de Laeken : font le même travail que la prévention jettoise, car limitrophe à Jette.
En conclusion : il y a un manque d'infrastructure pour l'accueil des enfants et des jeunes dans ce quartier, ainsi qu'un souci financier pour développer des associations dans ce quartier. Même les associations existantes, ne peuvent pas se permettre de s'agrandir par manque de moyens (financier et humain).

Analyses complémentaires éventuelles :

B. Priorité 2 : Apprentissage et appropriation de langue française

Expliquez ici les caractéristiques du public cible composé d'adulte et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de cohésion sociale, en ce compris un volet d'apprentissage du français, doit apporter une réponse :
Les personnes de l'U.E. ont cette envie d'apprendre le français ou néerlandais. Il est utile de créer une P2 dans ce secteur afin de diminuer la liste d'attente du Centre d'entraide de Jette. Ce quartier a besoin d'un accompagnement pour travailler le lien entre les habitants (P4).

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier en ce qui concerne les adultes (Infrastructure insuffisante, manque d'offre…) :
Les adultes se déplacent facilement vers le centre de Jette. Tout adulte faisant les démarches administratives au sein de notre administration, qu'ils soient ressortissants de l'union européenne ou non, ils reçoivent une brochure « je vis à Jette » éditée en 7 langues différentes qui explique ce qui existe sur le territoire à jette. (crèches, les écoles, les cours d'alpha, …). Il y a un manque d'infrastructures dans ce quartier pour pouvoir y développer une maison de jeunes, des locaux pour le P1, P2 et P4.

Analyses complémentaires éventuelles :

C. Priorité 4 : Vivre-ensemble

Expliquez ici les caractéristiques du public cible et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de vivre-ensemble doit apporter une réponse (Communauté discriminée, discriminante ou repliée sur elle-même, mixité de genre difficile au sein d'une communauté…)
Le fait qu'il n'y a pas d'association sur place, nous ne pouvons pas nous rendre compte s'il y a une problématique dans ce quartier du « Mieux vivre ensemble ». La densité du quartier parle du besoin d'implémenter des actions pour créer du lien entre les habitants. Pour pouvoir désengorger le centre de Jette, il faudrait générer des activités, des programmes décentralisés de proximité pour les habitants. Il faut aussi créer des espaces de confiance.

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier en ce qui concerne le vivre-ensemble (problème de cohabitation, manque d'espace de dialogue interculturel ou intergénérationnel…) :

Il peut y avoir des conflits autour de ce quartier, car les logements sociaux de la cité modèle se trouvent à proximité. Pour ce faire il devrait y avoir plus d'action P4 dans ce quartier.

Analyses complémentaires éventuelles :

D. Volet Impulsion

Définissez, le cas échéant, les problématiques saillantes des habitants du quartier qui n'ont pas trait directement à l'une ou l'autre priorité et identifiez pour chacun d'eux le public cible.
Il faudrait générer des pôles d'activités (P1,P2 & P4), pour décentraliser ce qui existe au sein de la commune. Il est nécessaire de créer des opportunités pour travailler sur l'interculturalité, la mixité afin de générer la confiance, la solidarité dans ce quartier qui est hors du centre de Jette. Sur le territoire Jettois, nous avons beaucoup d'associations, celles-ci pourraient se déplacer, mais ils leurs faudrait plus de moyens humains et financiers.

5.2. Quartier Woeste

Description du quartier :

Le quartier Woeste est tout en longueur, il comprend une zone à forte densité, surtout dans le quartier Esseghem, avenue G.de Greef (logements sociaux Florair) et celui de Belgica. Ils sont caractérisés par des conditions de précarité. Il y a une forte densité de personnes âgées entre 21 et 40 ans. Ceux-ci n'ont pas de travail et restent trainer dans le quartier. Il y a une perception d'insécurité dans le quartier lié aux consommations de substances illicites et trafic de drogues.

Une personne mandatée par le CHW(Community Health Worker – CHW Brussel – Laeken/Jette), travaillant dans le quartier dans le cadre de la santé (au sens large), accompagne les personnes en demande d'aide. Elle a créé un lien de confiance avec les jeunes (21-40 ans) ainsi que les femmes de ce quartier. Les jeunes lui ont demandé de « sauver les enfants et les adolescents en offrant votre aide, car pour nous la vie est foutue ».

Les chiffres ne reflètent pas la réalité du terrain.

5.2.1. Données de l'étude de programmation :

Indicateur synthétique de difficultés scolaires ***(D1 = faible ; D10 = élevé)***	D5	
Retard scolaire ***(Moyenne régionale 14,5%)***	15%	
Priorisation du quartier en offre P1 par rapport au besoin ***(Décalage Besoin-Offre (régional))***	**Sous offre (1)**	
Besoin en apprentissage du français et en alphabétisation ***(Nombre de demandeurs d'emploi infra-diplômés)***	451	
Priorisation du quartier en offre P2 par rapport au besoin (Décalage Besoin-Offre ***(régional))***	**Sous offre (2)**	
Indicateur de mixité culturelle ***(Nombre de nationalités à considérer pour obtenir 70% de la population)***	5	
Indicateur de mixité socio-économique ***(Mixité socio-économique (1 = faible mixité ; 10 = élevé)***	8	

Données complémentaires :

Part des 0-11 ans dans la population totale (%)	18,90	
Part des 12-17 ans dans la population totale (%)	7,64	
Part des ménages monoparentaux dans le total des ménages privés (%)	14,27	
Part des nouveaux états membres de l'U.E. (entrées 2004-2007-2013) (%)	8,84	
Part de l'Afrique du Nord (%) :	3,69	
Part de l'Afrique subsaharienne (%)	1,86	
Part des autres pays, (sauf Belgique et Europe) (%)	2,82	
Part des mères seules de 20-49 ans (sur les femmes de 20-49 ans) (%)	14,79	
Part des demandeurs d'emploi dans la population de 18-64 ans (%)	12,08	
Revenu imposable médian des déclarations (€)	19973	
Taux d'emploi (Part de la population active occupée dans la population en âge de travailler) (%)	55,11	
Part des personnes bénéficiant du RIS	3,4	

Besoins très importants
Besoins importants
Besoins moyens

Sous offre
Sous offre importante
Sous offre très importante

Très hétérogène
Très homogène

Indicateur préoccupant
Indicateur très préoccupant

Très supérieur à la moyenne régionale
Supérieur à la moyenne régionale
Dans la moyenne régionale
Inférieur à la moyenne régionale
Très inférieur à la moyenne régionale

Identification de l'offre

Opérateurs de cohésion sociale reconnus par la CoCoF actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
L'Abordage	P1 & P4 et entre aussi dans le cadre du PCS.

Autres opérateurs de cohésion sociale actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
• Fire Gym ASBL et Univers 'elles ASBL	Danse, Gym, sport afin de créer du lien entre les jeunes. Univers 'elles est un lieu de sport pour les femmes par les femmes. Il y a une garderie sur le site afin que les mamans puissent pratiquer un sport.
• Plate-forme « Mieux vivre ensemble » de la commune de Jette	avec Créer du lien entre les associations et font des activités en commun afin de créer du lien avec les publics de chaque associations.
• Contrat de Quartier Durable Magritte (CQD)	Grand projet de rénovation du quartier Esseghem de multiples projets pour améliorer la vie des habitants dans le quartier.
• Sources d'Harmonie + Numétic	Travail dans les locaux mis à disposition par l'école Jacques Brel. Deux personnes organisent des activités ludique et pédagogique autour de l'apprentissage du français pour les enfants de maternelles (4-6 ans) qui rencontrent des difficultés avec la langue. Cette association a une longue liste d'attente. Elle gère aussi le « café des mamans » dans les locaux de l'école J. Brel. Numétic, autre facette de cette asbl, une personne travaille dans les écoles primaires communales francophones sur le harcèlement et le cyber harcèlement. Cette ASBL fait partie du groupe d'associations du CBO, qui se situe dans le quartier Basilique.
• Coordination sociale de Jette	Réunion organisée par le CPAS en collaboration avec l'administration communale, avec différentes associations, des services de l'administration communale, les mutuelles.
• Maison Médicale Esseghem	Font des activités avec le public venant du quartier Esseghem.
• Centre d'Entraide de Jette	Association traitant du P1 & P2 + colis alimentaires et magasins de 2ème mains dont l'objectif et de faire aussi de l'insertion

	sociale et de permettre aux personnes d'apprendre un métier.
• LOGEGA	Gestionnaire des logements sociaux, sur le site Essegem, Florair, Arbre Ballon, Belgica.
• Comités de quartier: Comité de l'Ilot Esseghem, Comité Magritte de la Rue Jules Lahaye, de la Rue Prudent Bols, de la Rue de La Bravoure, Stop Tram 2000.	
• Ecole primaire Jacques Brel	Ecole Discrimination positive
• GC. Essegem, (centre communautaire flamand)	Activités culturelles, conférence, …
• Maison Médicale Esseghem	Ont essentiellement les habitants du quartier Esseghem.
• La Récré	Accueil parents -enfants
• Maison médicale Tournesol et son Réseau d'Echanges de Savoirs.	Echange et aide entre les 2 maisons médicales.
• Plate-forme culturelle de Jette (CC Armillaire, musée de la Maison René Magritte, Ploef, …)	Activités culturelles
• Service de prévention et sécurité et leur équipe « jeunes » Anim'action (éducateurs de rue)	Service communal
• CABA Jette	Epicerie sociale + insertion professionnel

Rencontre avec les opérateurs de terrain locaux	
Date de la rencontre :	**En 2021**
Opérateurs présents :	Entretien avec Fire gym
	Entretien avec l'Abordage
	Entretien avec Sources d'Harmonie
	Entretien avec la maison médicale Esseghem
Analyse qualitative	

Constat d'un cloisonnement important entre les classes sociales et les origines des habitants.

Le Contrat de Quartier Magritte : l'objectif est d'intervenir sur la problématique, avec le réaménagement du quartier, des espaces publics, des rues à zone scolaire.

Projet immobilier à proximité du quartier Esseghem : Il y a un promoteur qui a acheté une ancienne usine rue Jules Lahaye qui se situe à Laeken, celui-ci va transformer ce terrain en habitation. Ce projet augmentera la densité de la population ; il y prévoit 1000 personnes. Les habitants sont inquiets, d'autant plus que le projet ne semble pas y inclure de nouvelles infrastructures telles que des aménagements des abords, plaines de jeux pour ses habitants, place de parking, crèches et écoles, etc.

Ce projet crée déjà de l'angoisse au sein du quartier Esseghem.
L'entente entre les jeunes de Jette et ceux de Laeken est déjà précaire !

A. Priorité 1 : soutien et accompagnement à la scolarité

Expliquez ici les caractéristiques du public cible composé des enfants et des jeunes et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de cohésion sociale doit apporter une réponse :

La population dans ce quartier est composée de beaucoup d'enfants et d'adolescents. Seule l'ASBL l'Abordage est situé dans cette zone.
Précarisation, repli identitaire, barrière de la langue, le covid a créé un souci supplémentaire au niveau socio-économique, isolement…

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier en ce qui concerne les enfants et les jeunes (Infrastructure insuffisante, manque d'offre…) :

- Gros soucis d'infrastructures pour l'accueil des enfants et des jeunes, problèmes de moyens humains et financiers. Les locaux pour l'école des devoirs et les stages sont mis a disposition par LOJEGA, ceux-ci se trouvent dans un ancien couloir d'un logement social qui a été transformé, mais avec peu de commodités, exemple pas de possibilité d'ouvrir des fenêtres, la toilette et le seul point d'eau se trouvent dans un autre couloir.
- Incivilités et Violence policière à l'égard des jeunes adolescents et les 18-25 ans (Sentiment de harcèlement de la Police omniprésente qui contrôle les adolescents en permanence.)
- Manque d'équipements collectifs, manque de locaux supplémentaire vu la densité de la population pour l'Abordage qui est considérés comme « maison de quartier ».
- Les jeunes ont fait la demande depuis des années pour avoir une « maison des jeunes ».

Analyses complémentaires éventuelles :

B. Priorité 2 : Apprentissage et appropriation de langue française

Expliquez ici les caractéristiques du public cible composé d'adulte et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de cohésion sociale, en ce compris un volet d'apprentissage du français, doit apporter une réponse :

Barrière de la langue +++ : manque de structures pour l'alpha FLE et des moyens humains avec des compétences en la matière.
L'Abordage a crée une table de conversation avec le public venant des logements sociaux.

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier en ce qui concerne les adultes (Infrastructure insuffisante, manque d'offre…) :
Isolement social, détresse psychologique et économique. Difficulté d'ordre culturel (voir page 62, schéma du repli identitaire).

Analyses complémentaires éventuelles :

C. Priorité 4 : Vivre-ensemble

Expliquez ici les caractéristiques du public cible et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de vivre-ensemble doit apporter une réponse (Communauté discriminée, discriminante ou repliée sur elle-même, mixité de genre difficile au sein d'une communauté…)
• Manque de lien social, peur de l'autre (entre les jeunes et les personnes âgées). Incivilité, stigmatisation, manque d'infrastructure, manque de moyen humain et financier. • Méfiance dans le politique et dans les institutions, etc. • L'isolement des personnes âgées s'est accentué avec le covid, celle-ci n'osent plus sortir de chez elles. L'Abordage, ayant reçu la liste des personnes âgées de LOJEGA, à fait du porte à porte pendant la période Covid, afin de garder du lien avec ceux-ci. • Ils ont le projet du Bar à soupe, le mercredi après-midi, les habitant et les enfants à la sortie de l'école, passent prendre un verre de soupe. Une partie est distribuée par le TUK-TUK de LABOLOBO, aux personnes âgées. • Dans ce quartier, la population est fortement stigmatisée.

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier en ce qui concerne le vivre-ensemble (problème de cohabitation, manque d'espace de dialogue interculturel ou intergénérationnel…) :
Manque d'espace de confiance. (voir page 55-56), manque d'infrastructures. Beaucoup de personnes sont isolées, repliées, mais trouvent du soutient dans leurs groupes communautaires. Peur de l'autre par rapport à la culture, les religions, des jeunes adolescents et des 18-25 ans. L'Abordage crée du lien entre les différentes générations et de cultures différentes en organisant des brocantes, des fêtes de quartier, ….

Analyses complémentaires éventuelles :

D. Volet Impulsion

Définissez, le cas échéant, les problématiques saillantes des habitants du quartier qui n'ont pas trait directement à l'une ou l'autre priorité et identifiez pour chacun d'eux le public cible.

L'Abordage seul ne peut pas gérer tout le quartier. Il leur faut plus de moyen humain et financier pour pouvoir payer les salaires. En plus dans le cadre du contrat de quartier, ils ont renforcé l'équipe de deux éducatrices, mais malheureusement, leur contrat se termine fin septembre 2022. Quid des activités pour la suite dans le cadre du P1 et P4.

Plan d'action sur le quartier

Définissez la volonté communale (ou non) d'augmenter l'offre de cohésion sociale, si oui pour quelle priorité ? Expliquez

Malgré le contrat du quartier Magritte visant à l'amélioration de l'aménagement de ce quartier. Les habitants ont une mauvaise image du collège, pensent que celui-ci ne veut pas l'intégrer dans les projets de cohésion sociale.

Il y a un souci de place pour accueillir tous les enfants du quartier en P1 (longue liste d'attente) et impossibilité de dédoubler les classes par manque d'espace, de moyen humain.

Un travail entre le service Vie sociale et Citoyenneté et le Collège est en cours de processus. L'ensemble des associations ont été présentées lors d'un collège.

Définissez les objectifs généraux prioritaires des actions de soutien et d'accompagnement à la scolarité sur le territoire, en lien avec les problématiques mentionnées ci-dessus

L'Abordage est la seule association de proximité pour l'accompagnement scolaire, mais le jeunes public se déplace vers les deux autres associations qui offrent la P1 dans leur structures.

Définissez les objectifs généraux prioritaires des actions d'apprentissage et d'appropriation de langue française, en lien avec les problématiques mentionnées ci-dessus

Une seule association sur Jette fait du P2. Celle-ci se situe au centre de Jette, mais pas loin du quartier Woeste.

Définissez les objectifs généraux prioritaires des actions de vivre-ensemble sur le territoire, en lien avec les problématiques mentionnées ci-dessus

L'Abordage a le P4 dans ses attributions. Ils effectuent un travail avec les habitants du quartier Esseghem, et ceux-ci ont créé un lien de confiance avec les éducateurs et animateurs de l'Abordage. Ils participent à la vie active du quartier lors de la fête du quartier, les brocantes, etc.

La problématique majeure est le manque d'infrastructures, les moyens humains et financiers.

Il manque des maisons de jeunes sur le territoire jettois pour accueillir ceux-ci dans de meilleures conditions surtout en hiver car ils trainent dans les halls d'entrées des bâtiments.

Beaucoup de jeunes de Laeken se déplacent aussi vers les logements sociaux d'Esseghem qui génèrent des conflits supplémentaires avec les habitants ainsi qu'avec la police.

Sur base des problématiques saillantes des habitants du quartier et du quartier dans son ensemble, identifiez les autres opérateurs (jeunesse, ISP, prévention, PCS…) qui peuvent contribuer à les améliorer et avec lesquels les opérateurs de cohésion sociale pourraient contracter des partenariats dans le cadre de leur mission.

Sur le site il y a le PCS (la commune, l'Abordage et Lojega), la coordinatrice de cohésion sociale de l'administration communale participe aux réunions organisées dans le cadre du PCS. Voir plus haut les associations en lien avec ce quartier.

Au regard des problématiques non directement liées à une priorité ou directement liées à celles-ci mais dont une réponse devrait être renforcée, définissez les thématiques qui pourraient être reprises dans l'appel à projet « Impulsion »

Beaucoup d'associations travaillent dans ce quartier avec la population fragilisée, mais celle-ci sont aussi précaires par manque d'aide financière et d'infrastructure. Les associations effectuent un travail énorme avec cette population avec peu de moyen, un travail que les administrations communales ne peuvent mener seules.

5.3. Quartier Basilique

Description du quartier :

Ce quartier est limitrophe à Molenbeek et Koekelberg. Une Seule association se trouve sur ce territoire : Espace Femme (Vie Féminine), qui tient une table de conversation et fait des activités exclusivement avec les femmes.

Nous avons aussi un collectif d'associations, CBO « C'est Bon d'Être Ouvert », qui se situe entre le quartier Woeste et Basilique. Celui-ci exerce dans « un hébergement éphémère » jusque fin janvier 2023. Il s'agit d'un ancien grand magasin de luminaires qui a été acheté par un promoteur immobilier, et qui va être reconstruit en logements modérés intergénérationnels.

La plupart des associations du CBO ne disposent pas de locaux , d'où le concept de réunir 14 associations qui travaillent dans le Mieux vivre ensemble.

Dans ce quartier il n'y avait aucune association, aucune infrastructure, depuis l'installation du CBO, ce quartier mixte est ravi de toutes les activités proposées par le CBO.

Après la construction de ses logements, le quartier sera sans association de proximité et le futur du CBO n'est absolument pas assuré.

Données de l'étude de programmation :

Indicateur synthétique de difficultés scolaires *(D1 = faible ; D10 = élevé)*	D5	
Retard scolaire *(Moyenne régionale 14,5%)*	20%	
Priorisation du quartier en offre P1 par rapport au besoin *(Décalage Besoin-Offre (régional))*	**Sous offre (2)**	
Besoin en apprentissage du français et en alphabétisation *(Nombre de demandeurs d'emploi infra-diplômés)*	265	
Priorisation du quartier en offre P2 par rapport au besoin (Décalage Besoin-Offre *(régional))*	**Pas de décalage**	

Indicateur de mixité culturelle *(Nombre de nationalités à considérer pour obtenir 70% de la population)*	5	
Indicateur de mixité socio-économique *(Mixité socio-économique (1 = faible mixité ; 10 = élevé)*	6	

Données complémentaires :

Part des 0-11 ans dans la population totale (%)	17,85	
Part des 12-17 ans dans la population totale (%)	6,33	
Part des ménages monoparentaux dans le total des ménages privés (%)	12,81	
Part des nouveaux états membres de l'U.E. (entrées 2004-2007-2013) (%)	12,12	
Part de l'Afrique du Nord (%) :	3,44	
Part de l'Afrique subsaharienne (%)	2,49	
Part des autres pays, (sauf Belgique et Europe) (%)	2,57	
Part des mères seules de 20-49 ans (sur les femmes de 20-49 ans) (%)	12,83	
Part des demandeurs d'emploi dans la population de 18-64 ans (%)	10,72	
Revenu imposable médian des déclarations (€)	19704	
Taux d'emploi (Part de la population active occupée dans la population en âge de travailler) (%)	55,62	
Part des personnes bénéficiant du RIS	3,4	

Besoins très importants
Besoins importants
Besoins moyens

Sous offre
Sous offre importante
Sous offre très importante

Très hétérogène
Très homogène

Indicateur préoccupant
Indicateur très préoccupant

Très supérieur à la moyenne régionale
Supérieur à la moyenne régionale
Dans la moyenne régionale
Inférieur à la moyenne régionale
Très inférieur à la moyenne régionale

Identification de l'offre

Opérateurs de cohésion sociale reconnus par la CoCoF actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
Aucune	

Autres opérateurs de cohésion sociale actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
Collectif CBO	Cohésion sociale

Espace-femme	Cohésion sociale- Mieux vivre ensemble pour les femmes.

Analyse qualitative

Expliquez les caractéristiques du public cible et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de cohésion sociale doit apporter une réponse :

Le travail de diagnostic, explique que les habitants de la zone sont dans une progressive paupérisation, situation associé au départ des personnes âgées.

Il y a Espace-femme sur le territoire qui accueille essentiellement des femmes, elles travaillent sur le mieux vivre ensemble.

Le CBO, qui est un projet assez récent, il n'existe pas d'équipements collectifs qui répondent aux besoins de cohésion sociale et l'offre culturelle sociale est très réduite .

- Confiance et communication à reconstruire avec les habitants ;
- Manque de projet interculturel et intergénérationnel ;
- Public en fragilité sociale ;
- Besoin d'une approche commune ;
- Public jeune difficile d'atteindre ;

  Non loin, se trouve le quartier Belgica, avec une forte densité d'habitants et de jeunes, qui se déplace vers le quartier Basilique et celui de Woeste.

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier (Problème de cohabitation, infrastructure insuffisante, nouvelle migration, manque d'offre de cohésion sociale…) :

Dans le cadre de la cohésion sociale, depuis qu'il y a le CBO, ce quartier vit.

Il est indispensable d'avoir aussi dans ce quartier des infrastructures pour accueillir le public dans le cadre du P1, P2 & P4.

Cela permettrait aux citoyen.ne.s de ne pas se déplacer vers le centre de Jette, cela diminuera les listes d'attentes des 3 associations dans le cadre du soutien scolaire.

Le Mieux vivre ensemble est indispensable dans cette zone, car cela permet aux citoyen.ne.s de se découvrir, se côtoyer, d'échanger. Ce quartier est mixte. Avec le CBO, nous avons pu constater lors des différents évènements que le public se déplaçait assez aisément.

Il est indispensable d'avoir des locaux afin de poursuivre le travail du CBO dans ce quartier au niveau de tous les habitants en plus d'Espace-Femmes qui est uniquement dédié aux femmes.

Analyses complémentaires éventuelles:

Plan d'action sur le quartier

Définissez la volonté communale (ou non) d'augmenter l'offre de cohésion sociale, si oui pour quelle priorité ? Expliquez

La commune n'a pas de moyens financiers pour des projets d'infrastructures pour le moment afin de pouvoir les mettre à disposition des associations.

Manque de moyen financiers et humains pour investir sur ce territoire.

L'idéal, serait d'avoir une enveloppe budgétaire et de locaux libre pour accueillir le CBO, afin que celui-ci reste dans ce quartier. Il joue un rôle important sur le plan du Mieux vivre ensemble (P4).

Définissez les objectifs généraux prioritaires des actions de cohésion sociale sur le territoire, en lien avec les problématiques mentionnées ci-dessus :

Il serait bien de laisser le CBO dans ce quartier, cela permet d'élargir sur le territoire des activités par quartier. Cela permettra aussi de garder ce lien qui a été construit entre les associations et les habitants.

Sur base des problématiques saillantes des habitants du quartier et du quartier dans son ensemble, identifiez les autres opérateurs (jeunesse, ISP, prévention, PCS…) qui peuvent contribuer à les améliorer et avec lesquels les

opérateurs de cohésion sociale pourraient contracter des partenariats dans le cadre de leur mission.
Pas de PCS dans ce quartier. Il faudrait des associations sur ce territoire car seule l'Espace femme ne peut couvrir les besoins de la population. Surtout que cette associations travaillent essentiellement avec des femmes. Les autres opérateurs se déplacent que s'il y a un problème. Les éducateurs de rue du service Prévention urbaine de l'administrations communale se déplace dans les différents quartiers de la commune de Jette.

Sur base des problématiques saillantes mentionnées ci-dessous qui n'ont pas trait directement à l'une ou l'autre priorité décrétale de cohésion sociale, identifiez-vous des thématiques qui pourraient être reprises dans l'appel à projet « Impulsion » ? Si oui, veuillez mentionner également si cette thématique est spécifique au quartier ou si elle est commune à l'ensemble de la commune.
Nous pensons que l'idée du CBO, 14 associations réunies pour toute la population confondue de ce quartier est très positive pour les habitants. Ceux-ci ne doivent pas se déplacer vers le centre pour participer à une activité dans le cadre du mieux vivre ensemble. La plupart des autres associations sont déjà concentrées dans le centre de Jette. Il devrait y avoir en plus du CBO, une association qui pourrait avoir dans ses attributions du P1 & P2. Cela désengorgerait le centre de Jette, ce qui permettrait un équilibre de P1 &P2 sur le territoire Jettois.

5.4. Quartier Heysel

Description du quartier

Ce quartier est limitrophe avec Laeken, il est aussi accolé au quartier du Heymbosch-UZ et quartier Houba. Ce quartier a une population mixtes. Non loin il y a sur le territoire Laekenois, des logements sociaux (cité Modèles). L'Hôpital Brugmann qui appartient au territoire Laekenois est limitrophe de Jette.

Données de l'étude de programmation :

Indicateur synthétique de difficultés scolaires ***(D1 = faible ; D10 = élevé)***	D7	
Retard scolaire ***(Moyenne régionale 14,5%)***	17%	
Priorisation du quartier en offre P1 par rapport au besoin ***(Décalage Besoin-Offre (régional))***	**Sous offre (2)**	
Besoin en apprentissage du français et en alphabétisation ***(Nombre de demandeurs d'emploi infra-diplômés)***	281	
Priorisation du quartier en offre P2 par rapport au besoin (Décalage Besoin-Offre ***(régional))***	**Sous offre (2)**	
Indicateur de mixité culturelle ***(Nombre de nationalités à considérer pour obtenir 70% de la population)***	4	
Indicateur de mixité socio-économique ***(Mixité socio-économique (1 = faible mixité ; 10 = élevé)***	5	

Données complémentaires :

Part des 0-11 ans dans la population totale (%)	17,93	
Part des 12-17 ans dans la population totale (%)	7,17	
Part des ménages monoparentaux dans le total des ménages privés (%)	14,10	
Part des nouveaux états membres de l'U.E. (entrées 2004-2007-2013) (%)	5,61	
Part de l'Afrique du Nord (%) :	3,77	
Part de l'Afrique subsaharienne (%)	1,97	
Part des autres pays, (sauf Belgique et Europe) (%)	2,09	
Part des mères seules de 20-49 ans (sur les femmes de 20-49 ans) (%)	15,68	
Part des demandeurs d'emploi dans la population de 18-64 ans (%)	11,15	
Revenu imposable médian des déclarations (€)	19208	
Taux d'emploi (Part de la population active occupée dans la population en âge de travailler) (%)	51,63	
Part des personnes bénéficiant du RIS	4,3	

Besoins très importants
Besoins moyens
Sous offre très importante
Très hétérogène
Indicateur préoccupant
Indicateur très préoccupant
Très supérieur à la moyenne régionale
Inférieur à la moyenne régionale
Très inférieur à la moyenne régionale

Identification de l'offre

Opérateurs de cohésion sociale reconnus par la CoCoF actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
Aucun	

Autres opérateurs de cohésion sociale actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
Prévention urbaine	Educateurs de rue s'occupe des jeunes
L'AMO, l'Oranger	Aide aux familles en difficultés, aide les jeunes ado.

Analyse qualitative

Expliquez les caractéristiques du public cible et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de cohésion sociale doit apporter une réponse :
Il faudrait y avoir une association qui aurait dans ses compétences de la P4, cela permettrait aux habitants de se connaitre. Les enfants qui sont en difficultés scolaire se déplacent vers le centre de Jette. Mais une association ayant dans ses compétence de la P1 serait pas mal afin de permettre aux trois associations de limiter leurs liste d'attente.

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier (Problème de cohabitation, infrastructure insuffisante, nouvelle migration, manque d'offre de cohésion sociale…) :
Il y a un souci de cohabitation avec les jeunes venant des logement de la cité modèle (Laeken), ses logements sont limitrophes à Jette. Les habitants de ses quartiers ne se sentent pas toujours en sécurité.

Analyses complémentaires éventuelles:

Plan d'action sur le quartier

Définissez la volonté communale (ou non) d'augmenter l'offre de cohésion sociale, si oui pour quelle priorité ? Expliquez

Avoir des associations qui proposeraient des activités dans ce quartier afin que les citoyen.ne.s ne doivent pas systématiquement se déplacer vers le centre de Jette. Cela permettrait de créer du lien entre les habitants de Jette et ceux de Laeken. Il devrait avoir un partenariat entre les associations des deux communes.

La priorité est de la P4.

Définissez les objectifs généraux prioritaires des actions de cohésion sociale sur le territoire, en lien avec les problématiques mentionnées ci-dessus :

En priorité, avoir une association qui aurait dans ses missions de la P4.

Sur base des problématiques saillantes des habitants du quartier et du quartier dans son ensemble, identifiez les autres opérateurs (jeunesse, ISP, prévention, PCS…) qui peuvent contribuer à les améliorer et avec lesquels les opérateurs de cohésion sociale pourraient contracter des partenariats dans le cadre de leur mission.

Le service de prévention urbaine, les éducateurs de rue s'y rende ainsi que les gardien de la paix.

Dans l'idéal, cela serait d'avoir une association de Jette travaillant avec une association Laekenoise ayant dans leur mission de la P4.

Sur base des problématiques saillantes mentionnées ci-dessous qui n'ont pas trait directement à l'une ou l'autre priorité décrétale de cohésion sociale, identifiez-vous des thématiques qui pourraient être reprises dans l'appel à projet « Impulsion » ? Si oui, veuillez mentionner également si cette thématique est spécifique au quartier ou si elle est commune à l'ensemble de la commune.

Sur le territoire Jettois, nous avons beaucoup d'associations qui ne traitent pas de priorité décrétale de cohésion sociale, mais qui dans leurs missions travaillent avec différents public Jettois, comme les associations traitant de la santé mentale dans leurs missions. Au vu de la situation sanitaire lié au covid, beaucoup de personnes ont eu du mal à faire face psychologiquement à l'isolement social, ce qui a engendré une demande d'aide plus accrue au niveau des centre de santé mentale et des deux maisons médicales.

Il faudrait à nouveau créer du lien, sortir les personnes de leurs isolement, créer des synergie entre les jeunes et les plus âgés en organisant des actions multiples dans les différents quartiers.

5.5. Quartier Jette Centre

Description du quartier :

Ce quartier est composé d'une mixité sociale importante. L'administration communale se trouve au centre de ce quartier. Il y a plusieurs écoles communales et de l'enseignement libre, des crèches communales et privées. C'est un quartier très dynamique, il y a beaucoup d'activités comme le marché dominical sur la Place Reine Astrid (Miroir) et les rues avoisinantes, le marché du mercredi après-midi, le JetteMet, celui-ci est composé de producteurs locaux et Bio. Les magasins divers, coiffeurs, Restaurants … sont concentrés entre la Place du Miroir et la Place Cardinal Mercier.

Beaucoup d'associations à caractère sociale et aussi des associations sportives, des clubs de sport se trouvent dans ce quartier.

Données de l'étude de programmation :

Indicateur synthétique de difficultés scolaires ***(D1 = faible ; D10 = élevé)***	D3	
Retard scolaire ***(Moyenne régionale 14,5%)***	10%	
Priorisation du quartier en offre P1 par rapport au besoin ***(Décalage Besoin-Offre (régional))***	**Sur offre (2)**	
Besoin en apprentissage du français et en alphabétisation ***(Nombre de demandeurs d'emploi infra-diplômés)***	238	
Priorisation du quartier en offre P2 par rapport au besoin (Décalage Besoin-Offre ***(régional))***	**Pas de décalage**	
Indicateur de mixité culturelle ***(Nombre de nationalités à considérer pour obtenir 70% de la population)***	4	
Indicateur de mixité socio-économique ***(Mixité socio-économique (1 = faible mixité ; 10 = élevé)***	9	

Données complémentaires :

Part des 0-11 ans dans la population totale (%)	16,81	
Part des 12-17 ans dans la population totale (%)	6,62	

Part des ménages monoparentaux dans le total des ménages privés (%)	12,27	
Part des nouveaux états membres de l'U.E. (entrées 2004-2007-2013) (%)	6,31	
Part de l'Afrique du Nord (%) :	2,42	
Part de l'Afrique subsaharienne (%)	1,52	
Part des autres pays, (sauf Belgique et Europe) (%)	2,07	
Part des mères seules de 20-49 ans (sur les femmes de 20-49 ans) (%)	12,45	
Part des demandeurs d'emploi dans la population de 18-64 ans (%)	10,35	
Revenu imposable médian des déclarations (€)	22169	
Taux d'emploi (Part de la population active occupée dans la population en âge de travailler) (%)	58,47	
Part des personnes bénéficiant du RIS	2,9	

Besoins très importants
Besoins importants
Besoins moyens

Sous offre
Sous offre importante
Sous offre très importante

Très hétérogène
Très homogène

Indicateur préoccupant
Indicateur très préoccupant

Très supérieur à la moyenne régionale
Supérieur à la moyenne régionale
Dans la moyenne régionale
Inférieur à la moyenne régionale
Très inférieur à la moyenne régionale

Identification de l'offre

Opérateurs de cohésion sociale reconnus par la CoCoF actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
Le Centre d'entraide de Jette	Ecole des devoirs primaire et humanité, stage pendant les période de congé scolaire, alpha fle, distribution de colis alimentaires, magasins de 2ème main avec objectif de l'insertion professionnel dans la couture et la vente.
Le Centre Culturel de Jette	Ecole des devoirs primaire et depuis peu secondaire, stages et un grand pôle consacré aux activités culturelles essentiellement pour des personnes aisées financièrement. Il n'y a pas de mixité entre les enfants de familles plus aisées et ceux des familles plus précarisées.

Autres opérateurs de cohésion sociale actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
L'Oranger = AMO	Travaille avec des familles en grande difficultés. Ecoles des devoirs

Le service de Prévention	Educateurs de rues, Intervalles met en place différents moyens pour lutter contre le décrochage scolaire : Un des moyens essentiels est l'accompagnement et le suivi individuel des enfants/jeunes.
Sources d'Harmonie et Numétic :	SH : fait du travail de cohésion sociale avec les enfants et les familles les plus démunies. Organise des stages, travail le langage avec les enfants issus de familles étrangères. Numétic : travail sur le cyber harcèlement dans les écoles primaires francophones communales.
Maison médicale Antenne Tournesol	En plus de prodiguer des soins médicaux, il y a une équipe dans ce centre qui organise de multiple activité afin de créer du lien. Pendant les vacances scolaires, ils organisent des stages pour les enfants de familles précarisées.
Le centre d'accueil Montfort	Accueil des femmes victimes de violence
Resto Jette	Restaurant social + douche pour les sans-abri, crée du lien avec son public en organisant des activité les après-midi
L'Ange Gardien	Restaurant social
Bulle, Wasserette mobile	Camionnette avec deux machines à lavées + deux sèches linges. Permet aux sans abri de laver leurs linges ainsi qu'aux familles les plus démunies.

Analyse qualitative

Expliquez les caractéristiques du public cible et les problématiques saillantes de celui-ci auxquelles une action de cohésion sociale doit apporter une réponse :
Il y a un manque énorme au niveau de places dans les écoles des devoirs lié à la densité de la population du quartier centre. Il faudrait permettre aux associations existantes d'avoir des moyens plus grands au niveau humains, financiers (pour pouvoir défrayer les volontaires) et plus d'infrastructures. Cela permettrait à ses associations de dédoubler les classes, mais pour cela il faut pouvoir pérenniser ce projet.

Définissez les problématiques saillantes à l'échelle de ce quartier (Problème de cohabitation, infrastructure insuffisante, nouvelle migration, manque d'offre de cohésion sociale…) :
Vu la densité des quartiers avoisinant (Woeste, Houba), la cohabitation peut parfois être compliqué surtout au niveau générationnel. Il y a une offre de cohésion sociale, mais pas assez grande pour la densité de la population jettoise.

Analyses complémentaires éventuelles:

Plan d'action sur le quartier

Définissez la volonté communale (ou non) d'augmenter l'offre de cohésion sociale, si oui pour quelle priorité ? Expliquez
L'administration communale est bien consciente qu'il y a une sous offre au niveau de la cohésion sociale, essentiellement dans le cadre de la **P1 & P2**. Au niveau du Mieux vivre ensemble, il y a beaucoup de choses qui se fait car ce quartier est dense en commerces, restaurants, au niveau culturel avec le centre culturel, les deux bibliothèques francophone et néerlandophones, les écoles, les crèches, les maisons de repos, il y en a 8 sur le territoire Jettois.

Définissez les objectifs généraux prioritaires des actions de cohésion sociale sur le territoire, en lien avec les problématiques mentionnées ci-dessus :
Les objectifs prioritaires dans ce quartier : L'augmentation de locaux, de moyens humains et financiers pour augmenter l'aide au niveau des trois associations qui font du soutien scolaire et des cours d'alpha et FLE. En plus de ces trois associations qui entre dans le cadre de subside Cocof, il y a aussi INTERVALLES, l'Oranger et Sources d'Harmonie qui prends aussi en charge des enfants ou des familles en difficultés. Chacun aide en fonction de leurs missions.

Sur base des problématiques saillantes des habitants du quartier et du quartier dans son ensemble, identifiez les autres opérateurs (jeunesse, ISP, prévention, PCS…) qui peuvent contribuer à les améliorer et avec lesquels les

opérateurs de cohésion sociale pourraient contracter des partenariats dans le cadre de leur mission.
La Prévention urbaine, l'Oranger.

Sur base des problématiques saillantes mentionnées ci-dessous qui n'ont pas trait directement à l'une ou l'autre priorité décrétale de cohésion sociale, identifiez-vous des thématiques qui pourraient être reprises dans l'appel à projet « Impulsion » ? Si oui, veuillez mentionner également si cette thématique est spécifique au quartier ou si elle est commune à l'ensemble de la commune.
Dans le cadre du Mieux Vivre ensemble, avoir des projets commune entre les différentes association du quartier afin de montrer au public de chaque association ce que les autres associations proposent. Offrir la possibilité aux plus petites associations de pouvoir se pérenniser en ayant plus de moyens financiers, de locaux mis à leurs dispositions car effectuent un travail de terrain énorme avec les citoyen.ne.s Ce qui serait important c'est de créer une maison des associations et une maison dans le cadre du soutien à la parentalité bilingue. Beaucoup de parents, de familles monoparentales ont besoin d'un soutient sur divers sujet.

5.6. Quartier Heymbosh

Description du quartier :

Il se situe près de l'hôpital des enfants (Hôpital universitaire des enfants Reine Fabiola).
Ce quartier est assez mixte au niveau de la population. Il est composé d'un club de foot, une écoles d'enseignement spécialisé secondaire, une école communale et une écoles du réseau libre, une crèche et une écoles, le Centre de demandeurs d'asile de la croix rouge et une ASBL bicommunautaire « Ploef ! On est de fou … ».
Dans ce quartier se trouve aussi entouré de parcs et bois, il est assez vert.

Données de l'étude de programmation :

Indicateur synthétique de difficultés scolaires ***(D1 = faible ; D10 = élevé)***	D3	
Retard scolaire ***(Moyenne régionale 14,5%)***	10%	
Priorisation du quartier en offre P1 par rapport au besoin ***(Décalage Besoin-Offre (régional))***	**Sous offre (1)**	
Besoin en apprentissage du français et en alphabétisation ***(Nombre de demandeurs d'emploi infra-diplômés)***	101	
Priorisation du quartier en offre P2 par rapport au besoin (Décalage Besoin-Offre ***(régional))***	**Pas de décalage**	
Indicateur de mixité culturelle ***(Nombre de nationalités à considérer pour obtenir 70% de la population)***	5	
Indicateur de mixité socio-économique ***(Mixité socio-économique (1 = faible mixité ; 10 = élevé)***	9	

Données complémentaires :

Part des 0-11 ans dans la population totale (%)	15,20	
Part des 12-17 ans dans la population totale (%)	6,29	
Part des ménages monoparentaux dans le total des ménages privés (%)	12,36	
Part des nouveaux états membres de l'U.E. (entrées 2004-2007-2013) (%)	5,88	
Part de l'Afrique du Nord (%) :	1,34	
Part de l'Afrique subsaharienne (%)	1,95	
Part des autres pays, (sauf Belgique et Europe) (%)	2,38	
Part des mères seules de 20-49 ans (sur les femmes de 20-49 ans) (%)	12,11	
Part des demandeurs d'emploi dans la population de 18-64 ans (%)	7,39	
Revenu imposable médian des déclarations (€)	24643	
Taux d'emploi (Part de la population active occupée dans la population en âge de travailler) (%)	63,54	
Part des personnes bénéficiant du RIS	2,5	

Besoins très importants
Besoins importants
Besoins moyens

Sous offre
Sous offre importante
Sous offre très importante

Très hétérogène
Très homogène

Indicateur préoccupant
Indicateur très préoccupant

Très supérieur à la moyenne régionale
Supérieur à la moyenne régionale
Dans la moyenne régionale
Inférieur à la moyenne régionale
Très inférieur à la moyenne régionale

Identification de l'offre

Opérateurs de cohésion sociale reconnus par la CoCoF actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
Aucune	

Autres opérateurs de cohésion sociale actifs sur le territoire :

NOM de l'association	Action(s)
Ploef ! on est de fou …	Socio culturel, travaille aussi avec les femmes et les jeunes filles qui sont hébergées au Centre de demandeurs d'asile de la croix rouge. Effectue un travail de P4.
Centre de demandeurs d'asile de la croix rouge	Le centre accueille des femmes et des enfants depuis plus de sept années. Leur tâches est d'aider, écouter, être empathique, conseiller, partager, cela doit-être le moteur de leur quotidien. Ils ont des règles à respecter et des lois sur l'accueil qui peuvent limiter les libertés des résidentes. Ce centre d'accueil organise des journées portes ouvertes ou fêtes de quartier afin de créer du lien avec le voisinage proche, car celui-ci avait, avant le projet des craintes par rapport à la population qui y seraient accueillies.

Analyse qualitative éventuelle

Par rapport à l'offre dans la zone du Heymbosh, nous pouvons souligner de manière générale, que ce public Jettois se mobilise facilement. Une partie de ce quartier est composée d'habitants assez aisé.

Le diagnostic territorial, décrit la zone comme un territoire très concentré, sans activités de cohésion sociale reconnues, ou les habitants sont décrits comme «très chez eux ».

Le quartier est assez récent, appelé « les Jardins de Jette » il possède une configuration spatiale déterminé, qui donne un caractère particulier en tant qu'espace de vie sociale.

Ce quartier est vert (Parc Laerbeek, les marais de Jette et Ganshoren et la proximité au parc Roi Boudin) et la ferme pédagogique « Ferme pour enfants). Les équipements collectifs de proximité, tels que le campus Erasmus, l'hôpital UZVUB, donnent au site une particularité qui attire un certain type de population associé aux activités socioéconomiques et environnementales inscrites dans la zone.

Absence presque complète d'animations et d' activités de cohésion sociale dans ce quartier.

RECOMMANDATIONS

Les principaux constats de notre travail de diagnostic, convergent vers le manque de moyens infrastructurels et humains pour offrir à la population des espaces d'apprentissage en confiance qui permettent de faire face et de s'en sortir de manière solidaire et collective.

Les infrastructures et les moyens humains :

Au niveau des infrastructures :

Il est nécessaire de rechercher des lieux d'opportunité pour aménager de nouveaux équipements collectifs dans des zones à forte densité avec une sous offre en termes de cohésion sociale.
La décentralisation de l'offre permettrait de générer de nouveaux pôles d'interventions, tout en allégeant la situation précaire dans les associations. On peut penser à la revitalisation ou rénovation du bâti en profitant des lieux d'opportunité, tels que d'anciens bâtiments désaffectés. Le cas du CBO est un bel exemple. C'est un ensemble de 14 associations qui occupent un ancien magasin de luminaires. Celui-ci est prêté par le promoteur en attendant le permis pour la future rénovation de ce bâtiment en appartements intergénérationnels. Les associations sont décentrées vers le quartier Belgica et Basilique ce qui est une plus-value pour ce quartier et les habitants.
Cela donne une belle animation positive pour ces quartiers. Malheureusement, cette belle dynamique est éphémère, car pour fin janvier 2023, les associations devront trouver d'autres locaux.
C'est un défi quotidien des associations de trouver des bâtiments, des locaux qui puissent accueillir les personnes et leur permettre d'effectuer leurs activités en cohésion sociale, de créer du lien avec les habitants de Jette.

Au niveau des moyens humains :

Les bénévoles sont des acteurs fondamentaux dans le travail de cohésion sociale. Ils sont d'une aide précieuse au niveau des associations. La valorisation de leur travail, leurs missions sont importantes et il faut en tenir compte, sans oublier qu'ils peuvent aussi être des personnes en situation de fragilité (personnes pensionnées).
Nous constatons le besoin de professionnaliser l'accompagnement des personnes les plus vulnérables, car la crise a permis de comprendre que les situations auxquelles ils doivent faire face dépassent de la compétence des volontaires. Les responsables des associations doivent organiser et chercher des organismes qui peuvent former les bénévoles qui rencontrent des situations de plus en plus difficile.
Il faudrait au sein de notre administration réfléchir de comment nous pourrions apporter notre aide auprès de ces bénévoles, comme organiser des séances de formations pour les bénévoles.

L'isolement et la détresse issues de l'exclusion sociale continuent à déclencher d'importants troubles psychiques dans la population. Nous avons plusieurs associations sur le territoire Jettois qui prennent en chargent des personnes fragiles psychologiquement ainsi qu'un service communal d'aide aux victimes. Mais à la suite de la crise sanitaire lié au covid, les demande sont plus importantes. En plus d'un accompagnement éducatif de qualité, les associations sont débordées par d'autres demande des personnes vulnérables.

Les Besoins d'améliorer les canaux de communication, de travailler en réseau et en synergie :

Le diagnostic nous a permis aussi d'observer un autre besoin : celui de personnes qui permettent de générer une réflexion pour comprendre la différence et rétablir la relation de confiance avec les bénéficiaires. Le manque de compromis, de participation, le manque et la difficulté à tisser des relations, montrent un grand travail à faire par rapport à l'amélioration des liens sociaux et à la communication entre les associations, avec les institutions et avec les usagers.
Entre les associations de proximité et les services institutionnels, il est nécessaire de construire un discours cohérent et de travailler dans la construction d'un réseau souple,

prêt à interagir. Devant le défi de générer de la confiance, les acteurs sociaux doivent aussi avoir des actions marquées par la synergie d'un travail conjoint, réalisé dans une logique cohérente et opérationnalisée dans des projets qui servent à rapprocher les habitants et les soutenir dans leur autonomisation.

Le mieux vivre ensemble

Devant le phénomène appelé par les associations « cadre de groupe non appris », expliqué dans la notion du repli identitaire. Il est nécessaire d'encadrer des accords socioculturel s qui permettront aux populations en fragilité de lier des relations.

Il est important d'avoir des équipes d'anthropologues et de sociologues, outillés pour travailler les questions de mémoire et identité, de déracinement et diversité culturelle avec ce public fragilisé ou non, afin qu'ils puissent se sentir bien.

Ces questionnements sont importants à l'heure de reconstruire un récit collectif qui permet d'accepter et d'intégrer de nouveaux les codes socio -culturels et spatiaux, d'apprécier la richesse de la diversité culturelle et de générer « des réseaux d'entraide, de soutien ou de réconfort, qui peuvent transformer le stigmate en solidarité ».

Tel qu'expliqué dans le diagnostic, il est nécessaire de générer « *une activité de gestion du discrédit et de détournement ou de neutralisation de la stigmatisation, mais c'est aussi et surtout engager un processus de réflexion conduisant à la reconnaissance de la problématique de la situation vécue* ».

Dans l'autonomisation des populations, l'apprentissage de la langue française est un prérequis qui permet la construction d'un dialogue social. Nous avons expliqué le besoin d'infrastructures, n'oublions cependant pas celui de créer des espaces de confiance, qui permettent de se sentir en sécurité, de s'approcher et de s'engager dans la vie sociale de son quartier. Il reste clair que l'apprentissage de la langue française à Jette est précaire, et le besoin de multiplier les groupes d'Alpha Fle est inhérent à la construction d'un dialogue interculturel et à la requalification des habitants en fragilité.

Institutions accessibles et accès aux droits

Face à la progressive précarisation de la population et sa méfiance, il est nécessaire d'avoir des services institutionnels accessibles capables d'entretenir une communication simplifiée. Le processus d'autonomisation des populations demande une accessibilité aux services de base qui leur permettrait de s'intégrer et de se requalifier, de détourner ou neutraliser le stigmate et de générer un processus de reconnaissance des problématiques.
Au sein des institutions devrait s'inscrire le compromis d'améliorer la qualité de vie de tous les habitants. Il est nécessaire que les gens puissent avoir l'opportunité de suivre un parcours de vie choisi, sans se soucier des fonctionnements basiques, directs (être bien nourri, en bonne santé, bien intégré dans leur espace social) ou indirects (insertion sur le marché ; les compétences sont considérées comme un capital).

Tel qu'expliqué dans le travail de diagnostic, l'auto-gestion et la création de liens importants à l'intérieur de groupes sociaux agit dans la transformation des conditions de vie. La reconnaissance des personnes en situation de vulnérabilité, la revendication de leurs droits et la génération de pratiques économiques solidaires sont des processus qui incitent à l'autonomisation et à l'auto-gestion des lieux marqués par leur fragilité sociale. Dans cette démarche le besoin de renforcer la capacité des associations et de les soutenir à travers un travail institutionnel cohérent est assez clair.

Mis à part les trois associations subsidiées par la CoCoF, nous avons beaucoup d'associations jettoises qui effectuent un travail de cohésion sociale pour les citoyen.ne.s jettois.

REMERCIEMENTS

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont aidé pendant l'élaboration de notre diagnostic local, pour son soutient et son intérêt, sa patience et sa disponibilité durant la récolte de données et le période de rédaction.

Ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien de toutes les associations jettoises qui ont participées à l'enquête avec intérêt, tout en apportant de précieuses réflexions sur le territoire jettois.

Nous remercions aussi tout le personnel des services de l'administration communale qui se sont impliqués d' une manière ou d'une autre dans cette enquête : Au Service de l''Enseignement et en particulier les services Accueil temps libre (ATL), Prévention urbaine. A ceux qui nous ont transmis des informations essentielles à l'élaboration de ce travail. : le service de la Population, Etat civil.

Nous remercions chaleureusement notre directrice Joëlle Moerenhout et à notre collègue Anne Françoise Nicolay pour la relecture du diagnostic, leurs patiences et leurs remarques pertinentes.

Nous remercions aussi le soutient méthodologique du Centre régional d'appui à la cohésion sociale-Cracs, spécialement Valeria et Fernanda qui nous ont suivi avec intérêt et patience.

Enfin, nos remerciements à tous les citoyen.ne.s jettois à qui nous dédions ce diagnostic et sont le cœur de ce travail quotidien.

Service de Vie sociale et Citoyenne - Coordination de la Cohésion sociale

BIBLIOGRAPHIE

Allport, Gordon W (1954). La naturaleza del prejuicio. Buenos Aires: Editorial universitaria de Buenos Aires.

Beck, Ulrich (2012). La société du risque : sur la voie d'une autre modernité. Paris: Flammarion.

Becker, Howard (1985). Outsiders : Etudes de sociologie de la déviance Paris: Editions Métailé.

Bergès-Bounes, M. (2013). Troubles des apprentissages scolaires et phobie. Le Journal des psychologues, 310, 54-57. https://doi.org/10.3917/jdp.310.0054

Cattacin, Sandro (2009). "Differences in the City: Parallel Worlds, Migration, and Inclusion of Differences in the Urban Space", dans Hochschild, Jennifer L. et John H. Mollenkopf (éd.). Bringing outsiders in transatlantic perspectives on immigrant political incorporation. Ithaca: Cornell University Press, p. 250-259.

Cattacin, Sandro (2011). "Pourquoi pas des ghettos? La ville des migrations", dans Cattacin, Sandro et Agi Földhàzi (éd.). A nouveau la ville ? Un débat sur le retour de l'urbain. Genève: Sociograph - Sociological Research. Study No 12 of the Department of sociology of the University of Geneva, p. 53-70.

Cattacin, Sandro et Mary Leontsini (2014). Mobilités territoriales, médiations associatives et mémoires urbaines. Questions de communication. Nancy: Revues.org. 25: 125- 142.

Cattacin, Sandro et Patricia Naegeli (2014). "Migration and vulnerability in European Cities", dans Ranci, Costanzo (éd.). Unique Cities. Vulnerability in European Cities. Houndmills, Basikstoke, Hapmshire, N.Y: Palgrave Macmillan, p. 244-270.

Contrat de quartier durable Magritte (CQD Magritte) (2018). Dossier de base, diagnostic partagé. www.cqd-magritte-dw.be

Décret de la Cohésion Sociale dans la Région de Bruxelles- Capitale (2004)

Document Diagnostic PCS Esseghem (2022) L'abordage.

Donzelot, Jacques (2003). L'invention du social : essai sur le déclin des passions politiques. Paris: Ed. du Seuil.

Donzelot, Jacques (2006). Refonder la cohésion sociale. Paris: Esprit.

Donzelot, Jacques (2011). "Le Chantier De La Citoyenneté Urbaine." Esprit 3: 118-136.

Elias, Norbert (1990). La sociedad de los individuos. Barcelona: Peninsula

HERNANDEZ TORO, Leidy Tatiana(2016). L'urbanisme social et les quartiers agrégés : Etude de cas de projets d'aménagement à Medellin. Thèse de doctorat : Univ. Genève, no. SdS 40

Mendanha, Juliana(2011). A construção do conceito de resiliência em psicologia: discutindo as origenes. Centro Universitário de Belo Horizonte, Belo Horizonte-MG, Brasil Universidade Federal de Minas Gerais, Belo Horizonte-MG, Brasil

Payet, Jean-Paul (éd.) (2008). La voix des acteurs faibles. Rennes: Presses Universitaires de Rennes

Sen, A., 1999. Development as Freedom. 1st ed. Oxford: Oxford University Press.

Sen A. Commodities and Capabilities. Amsterdam: North-Holland; 1985.

Soulet, Marc-Henry (2003). "Faire face et s'en sortir", dans Chatel, Viviane et Marc-Henry Soulet (éd.). Agir en situation de vulnérabilité. Saint-Nicolas (Québec): Les Presses de l'Université Laval, p. 167-213.